



IRAN LIBERATION

N° 356

Bulletin d'information de la commission des Affaires étrangères du Conseil national de la Résistance iranienne

7 février 2011

Des officiels américains des administrations Obama, Bush et Clinton et des responsables européens appellent à la fermeté vis-à-vis de l'Iran

Sanctions générales, sortie de liste de l'OMPI aux USA à l'instar du Royaume-Uni et de l'UE, protection d'Achraf



De gauche à droite, au premier rang : Tunne Kelam, Juan Garcés, Ruth Wedgwood, John Bolton, James Jones, Maryam Radjavi, Irene Khan, Alejo Vidal-Quadras, Bill Richardson, Struan Stevenson, Dell Dailey, Dirk Claes et Michael Mukasey à la tribune.

La conférence de Bruxelles le 25 janvier, coprésidée par Struan Stevenson et Paulo Casaca, a fait intervenir:

Struan Stevenson, Président de la Délégation du Parlement européen pour les Relations avec l'Irak ;

Dirk Claes, questeur du Sénat de Belgique ;

Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen ;

Maryam Radjavi, Présidente-élue du CNRI ;

Michael Mukasey, ministre de la justice des USA jusqu'à 2009;

Le général James Jones, conseiller à la sécurité nationale des USA (2009-2010), Commandement US-européen et commandant suprême des forces alliées en Europe (2003-2006);

Bill Richardson, gouverneur du Nouveau Mexique (2003-2011), Secrétaire à l'Energie et ambassadeur à

l'ONU sous le Président Clinton ;

John Bolton, ambassadeur à l'ONU (2005-2006), Sous-Secrétaire d'Etat du Président Bush ;

L'ambassadeur Dell Dailey, coordinateur du contre-terrorisme au Département d'Etat US (2007-2009);

Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International pendant neuf ans;

Pr Ruth Wedgwood, ex-membre du comité consultatif du Département d'Etat US ;

Jan Zahradil, eurodéputé tchèque ;

Juan Garcés, conseiller juridique du président chilien Salvador Allende ;

Paulo Casaca, eurodéputé portugais jusqu'en 2009, expert sur le Moyen-Orient

Appel à une nouvelle politique vis-à-vis de l'Iran

Après des années d'espoir des gouvernements occidentaux pour un changement d'attitude du régime des mollahs en Iran, on voit émerger un nouveau courant abandonnant cette attente vaine. Les politiciens ne cherchent plus d'illusoires modérés au sein du fascisme religieux au pouvoir à Téhéran. L'escalade des exécutions politiques en Iran et le mépris affiché du régime pour la communauté internationale exigent une nouvelle politique vis-à-vis de l'Iran.

Dans une série de conférences internationales à Washington, Paris et Bruxelles, des politiciens américains, Républicains et Démocrates, qui ont défendu des années durant des approches différentes de l'Iran, se sont joints à leurs homologues européens pour appeler d'une même voix à une nouvelle politique iranienne, au coeur de laquelle réside le soutien à l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran, comme seule force capable d'engendrer un changement démocratique en Iran.

Cette reconnaissance longuement attendue du rôle unique de l'opposition iranienne annonce le début d'une ère nouvelle.

La dernière de ces conférences s'est tenue à Bruxelles où d'éminents politiciens américains, dont le général James Jones, conseiller à la sécurité nationale du Président Obama jusqu'en novembre 2010, le gouverneur Bill Richardson, candidat à la présidentielle américaine et ancien Secrétaire à l'énergie, l'ambassadeur John Bolton, ancien représentant permanent américain à l'ONU, Michael Mukasey, ministre de la justice aux USA jusqu'en 2009, et l'ambassadeur Dell Dailey, ancien coordinateur du contre-terrorisme au Département d'Etat, ont débattu de la nécessité d'une nouvelle politique en soutien au peuple iranien.

Dans les conférences précédentes, d'autres personnalités, comme l'ex-maire de New York, Rudy Giuliani, le gouverneur Tom Ridge, ancien Secrétaire à la Sécurité intérieure, James Woolsey, ancien directeur de la CIA, le général Zinni, ancien commandant du CENTCOM ou l'ambassadeur Mitchel Reiss, ancien directeur politique du Département d'Etat, ont apporté des arguments solides sur la nécessité d'une politique de fermeté vis-à-vis du régime de Téhéran, et pour reprendre les termes du M. Giuliani, soutenir "avec enthousiasme" la Résistance iranienne. En bref, quelques points ont été mis en exergue :

1. La souplesse vis-à-vis du régime iranien est futile, comme on a pu le voir dans les négociations d'Istanbul. La fermeté est nécessaire à une bonne politique.
2. Un changement de régime par le peuple iranien est la seule solution. Par conséquent, les Américains doivent suivre les Européens et radier sur le champ de la liste noire l'OMPI qui est la force motrice du changement en Iran.
3. Achraf, qui abrite 3400 membres de l'OMPI, est le symbole de la résistance pour un changement et la source d'inspiration du peuple iranien dans son désir de changement démocratique. Les USA et l'ONU doivent sauvegarder les droits des résidents d'Achraf selon la IV^e convention de Genève. Le gouvernement irakien doit répondre des violations de ses obligations en vertu du droit international.



Les dignitaires se joignent à Mme Radjavi pour rendre hommage à ceux qui sont tombés pour la liberté en Iran.



Struan Stevenson

Le véritable espoir de dizaines de millions d'Iraniens est l'OMPI et c'est pourquoi elle est crainte et détestée par Téhéran. Les mollahs croient pouvoir manipuler l'Occident, mais ils ne savent pas comment s'y prendre avec l'OMPI.

Extraits du discours

La semaine dernière au Parlement européen à Strasbourg, nous avons eu un débat d'urgence sur la situation en Iran, avec un accent particulier sur l'emprisonnement brutal de Nasrine Sotoudeh, la courageuse avocate des droits humains qui a défendu beaucoup d'innocents injustement condamnés et exécutés par le régime fasciste en place. Sa condamnation scandaleuse à 11 ans de prison pour avoir fait son travail est une insulte à la justice humaine.

Nous avons vigoureusement condamné les fascistes de Téhéran lors de notre débat. En effet il est rare désormais qu'une session plénière mensuelle de notre Parlement siège sans une sorte de débat sur l'Iran. En décembre, nous avons obtenu l'adoption, à la majorité absolue du Parlement européen (400 députés), d'une déclaration écrite demandant la fin du blocus et de l'oppression des réfugiés sans défense du camp d'Achraf.

J'ai dit dans le débat la semaine dernière que j'avais eu l'intention de comparer la République islamique d'Iran à l'Allemagne nazie, mais en fait, à bien des égards, c'est pire. Les mollahs ont pendu 88 personnes jusqu'à présent cette année. Dix ont été pendues en une journée la semaine dernière, mais d'abord ils ont été sauvagement fouettés avant d'être traînés à la potence.

Toute personne qui tente de révéler ces méfaits, comme Nasrine Sotoudeh, est immédiatement ciblée. Les mollahs en sont maintenant à arrêter, torturer et pendre les parents des réfugiés d'Achraf. Rendre visite à votre fils ou votre fille est suffisant pour vous assurer une condamnation à mort lorsque vous revenez en Iran, comme nous l'avons vu avec l'horrible assassinat judiciaire d'Ali Saremi à la fin de décembre. Les mollahs tentent désespérément de s'accrocher au pouvoir en utilisant la peur et la brutalité comme leur unique mécanisme de contrôle viable sur une population de plus en plus volatile et traumatisée.

Dans une tentative pathétique d'afficher son dédain, le régime criminel de Téhéran qualifie l'OMPI de «groupuscule terroriste», comme s'il s'agissait d'une nuisance minuscule et insignifiante pour être négligemment écrasée comme un moustique. Et pourtant ce soi-disant «groupuscule», ce petit moustique agaçant, figure en tête de chaque ordre du jour à chaque réunion entre les mollahs et leurs voisins irakiens, ou à chaque réunion avec les représentants de l'UE et des États-Unis.

En fait ils redoutent l'OMPI autant qu'ils la détestent. Ils la craignent, car c'est la seule opposition réaliste à leur régime fasciste et corrompu. Les réseaux de l'OMPI en Iran sont ceux qui ont risqué leur vie pour révéler les plans nucléaires agressifs du régime à l'Occident. Chaque pas des tyrans de Téhéran est surveillé et rapporté au monde extérieur par l'OMPI. C'est pourquoi la cible numéro un des mollahs est ce symbole emblématique de la résistance: le camp d'Achraf et ses 3.400 habitants courageux.

Nous connaissons parfaitement tout le mal que s'est donné Khamenei pour empêcher le retrait de l'OMPI de la liste des organisations terroristes de l'UE. Je sais par ma propre expérience combien ils sont devenus hystériques quand nous avons invité Mme Radjavi à venir au Parlement européen pour s'adresser au PPE, le groupe politique majoritaire.

A cette époque, Javier Solana était notre Haut Représentant pour les Affaires étrangères et il lançait des appels urgents à Angela Merkel, José Luis Rodríguez Zapatero, Nicolas Sarkozy, Silvio Berlusconi et Wolfgang Schäussel - alors chancelier de l'Autriche - et la quasi-totalité des principaux dirigeants

en Europe pour déclarer ouvertement que Téhéran menaçait de mettre fin aux négociations sur le nucléaire, si nous persistions à recevoir Mme Radjavi.

J'ai moi-même reçu des appels téléphoniques menaçants de personnes prétendant être de hauts fonctionnaires du Foreign Office à Londres, mais qui par la suite se sont avérées

être des agents de renseignement du MI6. Il est étrange que la dirigeante en exil de cet insignifiant «groupuscule» mérite une telle hystérie à Téhéran !

Mais nous avons gagné ces batailles. Nous avons résisté à la pression. Nous avons invité Mme Radjavi au Parlement. Nous avons dénoncé les mensonges et les distorsions utilisés pour justifier l'inscription de l'OMPI sur les listes noires britanniques et de l'UE et nous avons remporté des affaires judiciaires successives avant de forcer finalement les Britanniques



et l'Union européenne à retirer l'OMPI de leurs listes et à la réhabiliter en tant que militants admissibles pour la liberté et la démocratie. Nous avons dénoncé la misérable politique de complaisance qui a conduit à la liste du terrorisme en premier lieu et qui à ce jour encore imprègne et empoisonne notre stratégie dans la manière de traiter avec le funeste régime iranien.

Maintenant, comme un chien enragé acculé, menaçant et mordant tout ce qui est à sa portée, le régime prétend même que le soulèvement qui a suivi la réélection volée d'Ahmadinejad a été l'œuvre de l'OMPI. Ils décrivent l'OMPI comme un «groupuscule», mais c'est clairement un «groupuscule» qui a des pouvoirs impressionnants - un moustique qui a une piqûre mortelle - aux yeux de

Téhéran. Mais cela ne devrait pas surprendre ceux d'entre nous qui ont suivi les progrès des mollahs depuis le renversement du chah. Comme la majorité des citoyens iraniens, nous savons qu'il n'y a pas d'alternative réaliste à l'intérieur du régime.

Mir Hossein Moussavi est devenu la figure de proue du mouvement vert comme une opposition par défaut à Ahmadinejad, après la fraude électorale flagrante. Mais au moment qui comptait le plus, le poltron extrémiste des années 1980 a même trahi ses propres partisans, afin de sauver sa peau. Désormais, il n'a plus de raison d'être s'agissant de l'opposition aux mollahs. Le véritable espoir de dizaines de millions d'Iraniens est l'OMPI et c'est pourquoi elle est crainte et détestée par Téhéran. Les mollahs croient qu'ils peuvent manipuler l'Occident, mais ils ne savent pas comment s'y prendre avec l'OMPI. Ils jouent avec l'Occident, en zigzaguant à travers une succession d'entretiens, toujours pour gagner du temps, étirant l'obsession de l'Ouest pour le dialogue à tout prix, tandis que dans les bunkers et les caves secrètes en Iran, ils s'agitent follement pour continuer de produire leur première ogive nucléaire viable.

Et on s'y laisse prendre encore et encore. La baronne Ashton a quitté Istanbul les mains vides le week-end dernier. Si nous continuons à jouer avec le temps,

Suite page 16



Extraits du discours

Cette conférence sur le problème iranien se déroule alors que l'exécution hier matin de deux prisonniers politiques par le fascisme religieux a consterné et affligé le peuple iranien. Jafar Kazemi et Mohammad-Ali Hadj Agha'i étaient des prisonniers politiques héroïques qui avaient connu la torture et la persécution en captivité. Peu de jours avant, ils avaient été amenés à deux reprises au pied de la potence pour leur demander de choisir entre le repentir ou l'exécution. Mais ils sont restés fidèles jusqu'à leur dernier souffle à la cause de la liberté du peuple iranien. En hommage à leur persévérance et en réconfort pour le peuple iranien, applaudissons-les pendant toute une minute.

Ces pendants étaient une vengeance criminelle à l'encontre des Moudjahidine du peuple, (OMPI) parce que le régime est excédé par le rôle de l'OMPI dans le soulèvement et par la popularité d'Achraf dans la société iranienne.

Hier, les amis de ces deux héros, notamment les membres de leur famille, à Achraf comme dans de très nombreux points en Iran et dans le monde, ont organisé des commémorations. Malheureusement à Achraf, les agents de la police irakienne ont frappé les Achrafiens et même tiré en l'air dans le but d'empêcher cette cérémonie pour satisfaire le régime en Iran.

Le régime taxe ces victimes des exécutions de Mohareb ou d'ennemis de Dieu, parce qu'ils s'étaient rendu à Achraf et parce qu'ils défendaient avec beaucoup de courage la résistance. Mais si déployer des efforts et lutter pour la liberté et la démocratie, c'est être Mohareb ou ennemi de Dieu, alors nous-mêmes et l'ensemble du peuple iranien sommes Mohareb et nous en sommes fiers.

Aujourd'hui la vague du changement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et la soif de liberté des

Maryam Radjavi

De par l'attachement de l'OMPI à un islam démocratique et tolérant, la Résistance est une antithèse efficace aux mollahs gouvernant sous le couvert de l'islam.

peuples opprimés, rappellent à nouveau la vérité que le pouvoir des mollahs approche de sa fin.

Vous avez pu voir que dans le soulèvement de l'an passé, les Iraniens ont crié des milliers de fois « A bas le principe du guide suprême ». Ils feront à coup sûr de ce slogan une réalité. Les mollahs n'ont ni légitimité, ni stabilité, ni base populaire.

Comme l'a dit le dirigeant de la Résistance iranienne Massoud Radjavi : « Si l'Europe et les Etats-Unis n'avaient collé l'étiquette de terrorisme aux Moudjahidine du peuple, il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui il ne resterait plus de trace du régime du guide suprême ».

C'est pourquoi dans cette conférence, je suis porteuse d'un message du peuple iranien et de sa résistance. Notre message est le suivant : Reconnaissez le droit du peuple iranien à changer de régime !

La politique de complaisance qui a guidé trente années durant les gouvernements occidentaux vis-à-vis de l'Iran, a échoué à tous les examens et ses bases se sont effondrées.

De telle manière qu'il est devenu évident que :

- La stabilité et la tranquillité en Irak, au Liban et en Afghanistan portent préjudice à ce régime et jamais il n'y sera favorable.

- La fermeté à l'encontre de ce régime ne mobilise pas le peuple en sa faveur.

- Ce régime trouve ses intérêts pragmatiques dans la poursuite de son bellicisme.

En conclusion, il n'accepte pas les paquets de mesures incitatives et ne respecte ni la coopération, ni les négociations sans conditions.

A la veille de la seconde guerre mondiale, le ministre des Affaires étrangères nazi s'était vu demander : vous voulez le secteur frontalier avec la Pologne, c'est-à-dire Dantzig, ou le corridor de Dantzig ? Le ministre d'Hitler avait répondu : aucun des deux, nous voulons la guerre. Aujourd'hui, les mollahs veulent la bombe, la domination de l'Irak et enchaîner le peuple iranien, parce qu'ils se savent en phase terminale.

Définir une politique juste vis-à-vis de l'Iran, ne se fait plus à tâtons dans l'obscurité. Les leçons de l'Histoire au fil des trente dernières années, ont démontré des vérités importantes que partagent des analystes politiques de tendances diverses.

1- La politique de ces trente dernières années vis-à-vis de l'Iran, c'est-à-dire espérer un changement d'attitude de la dictature en place, a échoué.

2- Non seulement le régime en place n'est pas réformable, mais à cause de sa fragilité intrinsèque, il est aussi incapable du moindre compromis.

3- Ce régime constitue une menace urgente pour la paix et la sécurité du monde.

4- Il ne faut pas permettre à ce régime intégriste, à cet Etat parrain le plus actif du terrorisme et à ce fascisme religieux de se doter de la bombe atomique.

5- Il faut mettre fin à l'ingérence de ce régime en Irak, au Liban, en Palestine et en Afghanistan.

6- Il faut mettre fin à la politique du silence et de l'inaction face aux violations des droits de l'homme en Iran. Il faut imposer avec fermeté des

1- La politique de ces trente dernières années vis-à-vis de l'Iran voulant espérer un changement d'attitude de la dictature en place, a échoué.

2- Non seulement le régime en place n'est pas réformable, mais à cause de sa fragilité intrinsèque, il est aussi incapable du moindre compromis.

3- Ce régime constitue une menace urgente pour la paix et la sécurité du monde.

4- Il ne faut pas permettre à ce régime intégriste, à cet Etat parrain le plus actif du terrorisme et à ce fascisme religieux de se doter de la bombe

sanctions générales à ce régime et surtout des sanctions pétrolières.

7- Le peuple iranien a montré qu'il veut un changement de régime et qu'il mérite la liberté et le bonheur, qu'il est digne de la démocratie et il doit y parvenir.

Nous appelons la communauté internationale à adopter une nouvelle politique sur la base de ce socle commun. Il faut mettre fin à la dictature religieuse en Iran. Ce n'est possible ni par la guerre, ni par la complaisance. La solution repose dans une troisième voie, un changement démocratique réalisé par le peuple iranien et sa résistance.

Après le terrain d'entente, je voudrais aborder un thème sur lequel existent des convictions

diverses, voire contraires. Il s'agit des négociations avec le régime.

Lorsqu'on examine en profondeur ce sujet, on constate que les divergences ne portent pas sur les négociations en soi, mais sur l'évaluation de la nature du régime. On ne peut pas récuser les négociations comme moyen de régler les querelles internationales. Mais sept années de négociations de la Troïka européennes puis des 5+1, n'ont jamais amené les mollahs à en respecter les obligations.

Regarder l'échec total des négociations d'Istanbul. Les mollahs y ont demandé avec impudence et la bombe et la domination de la région. Cette attitude ne vient pas d'une erreur ou d'une vision à courte vue de leur part, mais du fait qu'il s'agit d'un régime moyenâgeux. C'est pourquoi il assure sa survie avec la répression, le terrorisme et le bellicisme. Le bellicisme est pour lui un mécanisme de défense. Par conséquent,

atomique.

5- Il faut mettre fin à l'ingérence de ce régime en Irak, au Liban, en Palestine et en Afghanistan.

6- Il faut mettre fin à la politique du silence et de l'inaction face aux violations des droits de l'homme en Iran. Il faut imposer avec fermeté des sanctions générales à ce régime et surtout des sanctions pétrolières.

7- Le peuple iranien a montré qu'il veut un changement de régime et qu'il mérite la liberté et le bonheur, qu'il est digne de la démocratie et il doit y parvenir.

quand dans une négociation, vous demandez aux représentants du régime d'abandonner les violations des droits de l'homme, le terrorisme ou la bombe atomique, cela revient à leur demander de scier la branche sur laquelle ils sont assis. Sur la base d'une expérience de trente ans de lutte sur tous les fronts avec ce régime, nous avons toujours dit aux pays occidentaux que s'ils arrivaient, au moyen de marchandages et de dialogue, à faire reculer quelque peu ce régime sur son programme atomique, le terrorisme ou les violations des droits de l'homme, eh bien qu'ils marchaient. Mais s'ils faisaient des concessions à ce régime sur le dos du peuple iranien et de sa résistance, ils sacrifieraient la paix et dans cette région et dans le monde et vous subiriez un échec politique. C'est pourquoi nous vous appelons à

prendre une autre chemin : placez-vous aux côtés du peuple iranien.

La politique de l'Occident ces trente dernières années vis-à-vis de l'Iran a glissé d'erreur en erreur. Quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas venus blâmer le passé. Nous sommes venus construire le futur. Donc il nous faut voir la cause de ces erreurs.

Dans une analyse complète, on s'aperçoit que deux erreurs principales sont à l'origine de ce problème :

Tout d'abord, croire les illusions que dispensent les mollahs voulant faire croire que la répression montre leur force et leur base sociale. Ensuite, ignorer la véritable solution pour l'Iran qui a toujours été et demeure le peuple iranien et sa résistance. Il ne fait aucun doute qu'ignorer la résistance renforce cette illusion qu'il est impossible de changer de régime.

- Des années durant, les pays occidentaux ont justifié leur conciliation avec les mollahs en avançant pour argument qu'en Iran il n'existait pas d'autre option que ce régime.

- Des années durant, les Etats-Unis et l'Europe ont justifié leur inaction avec l'argument de ne pas vouloir s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Iran. Alors qu'avec l'étiquette de terroriste, ils ont entravé l'option iranienne la plus efficace et ont commis l'ingérence la plus effective dans les affaires iraniennes, mais en faveur du régime.

- Des années durant, l'Occident a fait cette inscription et l'a maintenue en avançant pour justification de vouloir contenir ou modérer les mollahs.

- Cette grande concession aux mollahs – qui revient à nourrir des fauves – les rend plus insatiables et plus extrémistes. De plus, la stratégie de renforcement des réformateurs a débouché sur Ahmadinejad.

En observant la source de cette querelle, nous pouvons voir que la cause de la puissance du régime, ou l'absence de rôle de la Résistance dans la société iranienne, sont des inventions de cette dictature.

Si ce mouvement est sans importance et n'a pas de base, pourquoi les mollahs placent-ils son maintien sur la liste du terrorisme tout en haut de leurs priorités diplomatiques internationales?

- Pourquoi depuis un an ne cessent-ils de crier que les Moudjahidines du peuple ont joué un rôle déterminant dans le soulèvement ?

- Pourquoi redoutent-ils autant le camp d'Achraf, désarmé et assiégé, et ne cessent-ils de fomenter des complots à son encontre et de l'attaquer ?

- Pourquoi ont-ils signé avec le gouvernement irakien un accord mutuel pour la répression d'Achraf ?

- Et pourquoi tous ceux qui sont allés à Achraf, sont-ils accusés d'être des *Mohareb*, en guerre contre Dieu ?

Ici également, les réactions des mollahs ne

sont pas aveugles ou sans raison. Dans leurs démarches et leurs déclarations, ils présentent Achraf comme symbole de la résistance. C'est la réalité. Achraf est l'incarnation d'une stratégie et d'une politique correcte, la persévérance pour un changement de régime dans sa totalité, au lieu de s'accommoder avec la dictature en place.

Les mollahs redoutent la Résistance iranienne parce que c'est une alternative politique et culturelle profondément enracinée dans la société. Une alternative forte de 45 années de résistance pour la liberté. Une alternative qui par l'attachement de sa force axiale, les Moudjahidine du peuple d'Iran, à un islam démocratique et tolérant, constitue l'antithèse efficace de ce régime qui a instauré une dictature terroriste sous le couvert de l'islam. Les Moudjahidine du peuple qui croient dans un islam se distinguant par sa liberté et sa tolérance politique et religieuse, défient l'idéologie démoniaque des mollahs.

Aujourd'hui, heureusement, un large front de politiciens et de parlementaires s'est formé dans le monde en soutien à cette solution.

Profitant de cette occasion, je voudrais m'adresser à la Secrétaire d'Etat américaine pour lui dire de mettre fin à cet héritage erroné. Il ne fait aucun doute que si l'on se fonde sur le droit et la justice, cette étiquette ne pourra pas durer. Comme l'a dit le dirigeant de la résistance iranienne Massoud Radjavi « là où il y existe encore une goutte de droit et une once de liberté et de conscience, soyez assurés que nous serons victorieux ».

Par conséquent, la crédibilité des Etats-Unis dépend aujourd'hui de cette décision. C'est pourquoi j'appelle les gouvernements occidentaux et en particulier les Etats-Unis, à reconnaître le droit du peuple iranien de résister au fascisme religieux.

Nous voulons pour le peuple iranien le même droit sur lequel il y a 235 ans, la déclaration d'indépendance américaine insistait. « Le droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur » et que « toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement. »

Jamais nous n'avons voulu et ne voudrions que les Etats-Unis, ni d'aucun autre pays, envoient leurs enfants à la guerre contre les mollahs. Mais nous leur demandons de lever les obstacles qu'ils ont posés sur le chemin du changement en Iran. La suppression de l'étiquette du terrorisme, le respect des engagements des Etats-Unis sur la protection d'Achraf, des mesures urgentes pour lever le blocus inhumain du camp, et la dissolution du comité illégal de répression d'Achraf, sont les premiers pas nécessaires dans ce sens.

J'appelle tous les gouvernements du monde à reconnaître la résistance du peuple iranien pour un changement de régime et j'appelle le monde à venir en aide à Achraf.



Alejo Vidal-Quadras

Nous devons soutenir Maryam Radjavi et le CNRI autant que nous le pouvons, par le biais de la diplomatie, de la communication, de conseils stratégiques, de renfort politique et en rendant la vie difficile au régime sur la scène internationale.

Extraits du discours

C'est pour moi un grand plaisir de retrouver encore une fois à Bruxelles la Présidente du Conseil national de la Résistance iranienne, ma bonne amie Maryam Radjavi, avec mon bon ami et collègue Struan Stevenson ainsi que tous mes autres

collègues du Parlement Européen venus à cette conférence. Avec son leadership puissant et son infatigable endurance, Mme Radjavi a ces dernières années, attiré l'attention d'une grande majorité de parlementaires européens, de l'opinion publique et de nombreux officiels européens sur les graves erreurs de l'Occident concernant l'Iran. En effet, son travail a également ouvert la voie à la bonne politique. Mes collègues et moi-même, rassemblés dans l'intergroupe des *Amis d'un Iran Libre*, sommes profondément fiers de collaborer avec elle et avec les personnes du CNRI. Nous les admirons pour le lourd tribut qu'ils payent en termes de vies et de souffrances dans leur lutte pour un Etat iranien libre et démocratique.

Je crois qu'après les résultats décevants des pourparlers à Istanbul, il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que c'est une perte de temps de négocier avec le régime iranien et combien est erronée la politique de complaisance. Le sujet que je voudrais suggérer pour notre discussion d'aujourd'hui est la meilleure approche dans les circonstances actuelles du problème iranien et sur la base de l'expérience considérable que nous avons acquise depuis que l'ayatollah Khomeiny est retourné en Iran en 1979. Quand il y a plusieurs pistes d'action pour résoudre un problème et que toutes, sauf une, se sont avérées un échec, il ne semble pas inapproprié de l'essayer. On présume que nous, les humains, nous progressons à travers des essais et des erreurs, mais dans le cas de la menace que le régime iranien pose, il semble que la seule conclusion que les gouvernements occidentaux aient tirée de leurs erreurs, soit de persister dans les mêmes erreurs, dans une complète ignorance de la réalité, qui ne semble franchement pas très efficace. Je ne suis pas né d'hier et la vie m'a enseigné que quand quelqu'un fait quelque chose qui n'est ni logique, ni moralement correct, ni compatible avec ses propres intérêts supposés, il devient extrêmement intéressant de trouver une solution à un comportement aussi étrange. Bien sûr le manque d'intelligence en serait une. Mais travaillant depuis dix ans maintenant en étroite collaboration avec Mme Radjavi et nos amis du CNRI, après avoir également discuté et rencontré beaucoup de personnes aux diverses responsabilités impliquées dans cette affaire en Europe, aux Etats-Unis et même en Irak, je ne voudrais pas rejeter d'autres possibilités.

Pour en revenir au sujet, laissez-moi exposer clairement les choses de cette manière. a) La complaisance ne fonctionne pas et ne fait que fournir au régime le temps de continuer sa propagation du terrorisme à travers le monde et de se rapprocher de l'arme nucléaire. b) Une intervention directe en Iran n'est pas réalisable financièrement, ni prudemment politiquement. c) Il existe un mouvement d'opposition bien organisé, puissant et dévoué à l'intérieur du pays, qui rassemble des centaines de milliers d'Iraniens en exil et bien plus dans le pays. Il est très motivé et prône un programme politique pour l'Iran que chacun de nous devrait signer sur le champ. Il a également la chance de posséder une dirigeante forte, qui nous inspire, que nous connaissons et en qui nous avons pleinement confiance. Sur la base de ces trois faits précis, la stratégie optimale se distingue presque automatiquement: Nous devons soutenir Maryam Radjavi et le CNRI autant que nous le pouvons, par le biais de la diplomatie, de la communication, de conseils stratégiques, de retour politique et en rendant la vie difficile au régime sur la scène internationale. Si nous sommes d'accord sur

ce point, deux priorités immédiates et urgentes émergent alors :

La première est de protéger les résidents d'Achraf d'un massacre et la deuxième est de radier l'OMPI de la liste noire du Département d'Etat américain. Nous devons concentrer nos efforts sur ces deux objectifs à court terme, parce que si Achraf est perdu, outre la catastrophe humanitaire, un symbole irremplaçable d'espoir, de courage et de dignité disparaîtra dans une lutte contre les forces maléfiques à laquelle nous sommes confrontés en Iran. Ces symboles sont essentiels pour remonter le moral du peuple iranien. Quant à la liste noire, il est recommandé de ne pas imposer à ses alliés d'affronter un ennemi cruel et criminel avec les mains liées derrière le dos. Ce sont des messages simples et, je l'espère, convaincants que j'ai voulu vous transmettre à tous cet après-midi. Nous, Européens et Américains,

avons toujours été, sommes et serons sur le même bateau, dévoués aux mêmes principes et valeurs. Ce bateau est celui-là même que Khamenei, Ahmadinejad et leurs disciples fanatiques veulent faire couler. Nos amis du CNRI ont versé assez de sang pour montrer clairement qu'ils méritent eux aussi d'être à bord.

Lors de ma dernière visite au siège du CNRI à Auvers-sur-Oise, j'ai pu parler dans une vidéo conférence à un jeune homme intelligent, Behrouz Kazemi, résident du camp d'Achraf. Il m'a fait part de la foi que lui et ses amis au camp portaient dans notre travail pour les aider. Hier, j'ai appris avec horreur que son père, prisonnier dans les cachots du régime, a été exécuté.

Ce sacrifice et ceux de dizaines de milliers de victimes du régime iranien ne peuvent pas être vains. Nous avons un devoir, et ce devoir est de ramener l'Iran à la démocratie et à la liberté. Si nous voulons l'accomplir efficacement, nous avons autant besoin de nos amis du CNRI qu'ils ont besoin de nous. Nous devons travailler main dans la main, côte à côte et cœur à cœur. Nous ne pouvons échouer.

Michael Mukasey

Nous avons à portée de main, si seulement nous le reconnaissons, le moyen de mettre fin à l'emprise des mollahs sur le peuple iranien. Ce moyen, c'est l'OMPI.

Extraits du discours

L'islamisme militant menace de détruire la civilisation telle que nous la connaissons et au centre même de cette menace se trouve le régime qui contrôle l'Iran, qui réprime son propre peuple et menace ses voisins et le monde entier en poursuivant un programme de développement des armes nucléaires dont il a dit à plusieurs reprises qu'il n'hésiterait pas à se servir.

Il y a quelques jours, le régime en Iran a donné au monde une preuve supplémentaire de ce à quoi cela va nous conduire, en plus de la montagne de preuves que nous possédions déjà. Ils ont exécuté Jafar Kazemi, qui avait 47 ans et était père de deux enfants, et Mohammad Ali Haj-Agha'i, simplement pour avoir visité le camp d'Achraf où se trouvent les résidents de l'OMPI, malgré les efforts de l'Iran et de ses collaborateurs parmi les autorités irakiennes pour les renvoyer en Iran ou les détruire tous ensemble. Ces hommes n'étaient pas accusés d'avoir commis des actions déterminantes contre le régime iranien. Ils s'y étaient rendus pour voir leurs enfants et photographier ce qui s'était passé. Un avocat n'a même pas eu une copie du dossier monté contre eux avant cette condamnation à mort soit prononcée.

Nous avons assisté aussi samedi à l'échec pas du tout étonnant des pourparlers des P5 +1 à Istanbul tenus pour tenter d'obtenir du régime iranien qu'il renonce à son programme d'armes nucléaires plutôt que d'encourir des sanctions supplémentaires. Le ministre iranien des Affaires étrangères a en fait commencé à partir dès vendredi. Mais Catherine Ashton de l'UE l'a supplié de rester. Alors, il est revenu encore un autre jour, et puis il est parti. Parfois je pense que les gens au gouvernement apprécient la subtilité pour elle-même. Après tout, il est facile de comprendre les choses simples et directes, mais les choses subtiles semblent offrir un grand attrait, car il faut un esprit subtil pour les comprendre. Il arrive un moment où nous devons arrêter de chercher des solutions subtiles comme le rapprochement et l'incitation et commencer à ouvrir les yeux sur ce qui est évident. Une chose qui est évidente c'est que les mollahs ne sont pas sur le point de changer de comportement si on leur parle avec douceur. La deuxième chose évidente, c'est que nous avons à portée de main, si seulement nous le reconnaissons, les moyens de mettre fin à l'emprise des mollahs sur le peuple iranien. Ce moyen, c'est l'OMPI.

On parle et on reconnaît les dangers de l'islamisme, mais le changement réel est presque impossible de l'extérieur du monde islamique.

L'OMPI est une organisation islamique modérée, qui s'est engagée à créer un Iran laïc, démocratique, exempt de armes nucléaires. Et pourtant, au lieu d'aider et d'encourager l'OMPI, les États-Unis ont inscrit l'OMPI comme une organisation terroriste étrangère et, ce faisant, apporte une aide et une couverture au régime iranien en matière d'exécutions, que l'Iran peut alors exhiber à la ronde en disant que nous exécutons des terroristes, même aux yeux des États-Unis.

La raison en était d'abord que cette classification de l'OMPI pouvait aider à se rapprocher du régime en Iran. Malheureusement, la désignation a continué même pendant l'administration dans laquelle j'ai servi, en partie parce qu'on craignait que si l'OMPI était radiée, l'Iran fournirait des explosifs et de l'aide aux insurgés en Irak, ce que, bien sûr, il a fait de toute façon. Il est possible de changer cette dynamique immédiatement et de façon catégorique : en supprimant la classification de l'OMPI immédiatement.

Cela aurait deux effets. Tout d'abord, cela dirait au régime actuel que nous sommes sérieux et que nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire pression. Cela devra être accompagné par la mise à disposition d'équipement de communication qui peut être utilisé par ceux qui recherchent un changement de régime. Cela rattraperait en partie notre faible réponse en juin quand les jeunes Iraniens mettaient leur vie en jeu alors que tout ce que nous faisons, était de nous tordre les mains.

Il est clair que le régime iranien croit manquer de temps et qu'il aimerait plus que tout au monde voir les résidents du camp d'Achraf chassés avant que l'OMPI ne réussisse à sortir d'une liste sur laquelle elle n'aurait jamais dû figurer dès le départ.



On parle des dangers de l'islamisme, mais le changement réel est presque impossible de l'extérieur du monde islamique. L'OMPI est une organisation islamique modérée, qui s'est engagée à créer un Iran laïc, démocratique, exempt de armes nucléaires. Et pourtant, au lieu de l'aider et de l'encourager, les États-Unis ont inscrit l'OMPI comme une organisation terroriste étrangère.

Si les résidents du camp d'Achraf sont encore là quand la classification sera retirée, alors les États-Unis et le gouvernement irakien n'auront d'autre choix que de les protéger. Cette classification donne, à ceux qui, dans le gouvernement irakien veulent gagner les faveurs des Iraniens, la seule excuse pour ne pas protéger les résidents d'Achraf.

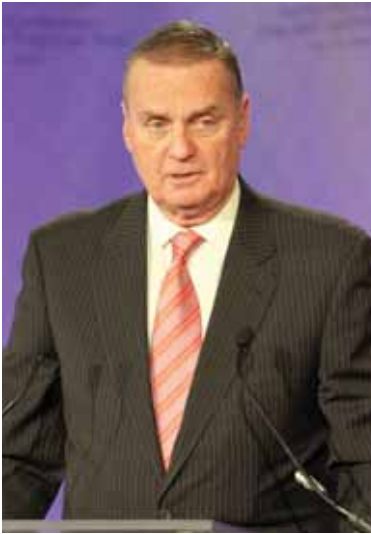
Il est important non seulement que la classification soit supprimée, mais aussi qu'elle le soit au plus vite, avant que l'Iran et ceux qui agissent en son nom n'épuisent les résidents d'Achraf et les forcent à partir ou ne leur impose un sort bien pire.

Bien sûr, le maintien de la classification de l'OMPI comme organisation terroriste apporte un grand réconfort au régime iranien, en écartant une organisation qui constitue potentiellement une grave menace pour lui. Cela fournit aussi une justification de plus au régime pour exécuter les membres de l'OMPI

en Iran et d'avancer qu'en le faisant, il lutte contre le terrorisme.

Récemment, le département d'Etat a reconnu qu'il n'y avait plus d'information non classifiées appuyant cette inscription et a promis une réunion pour parler de nouvelles mesures. La secrétaire d'Etat a reconnu que c'est la première occasion pour la nouvelle administration d'évaluer l'inscription de l'OMPI. C'est pour elle une excellente occasion de tirer les leçons des erreurs du passé et de ne pas les répéter. Il existe un consensus croissant aux États-Unis et à l'étranger pour la radiation de l'OMPI. Un nombre toujours croissant de membres du Congrès soutenant une résolution dans ce sens, montre le degré de consensus aux États-Unis. Il s'agit d'un consensus bipartite. Comme je le disais, le régime iranien a précisé qu'il voulait voir les résidents d'Achraf chassés avant la radiation. Mais dans un sens, il s'agit de bien plus qu'une affaire judiciaire, et plus que l'OMPI. Il s'agit de la posture de l'États-Unis vis-à-vis du régime iranien. Nous devons faire clairement savoir en actes et en paroles au régime iranien, que nous nous tenons aux côtés de ceux qui défendent la liberté et qui exigent un changement de régime.

Je pense que nous devons laisser des organisations comme l'OMPI décider ce qui est le mieux pour elles et ne pas essayer de décider à leur place.



Le général James Jones

Il faut reconnaître et relancer l'inquiétude légitime des habitants du camp d'Achraf, et les promesses irakiennes de sûreté et de sécurité faites aux États-Unis.

Extraits du discours

J'aimerais vous remercier à tous ici dans l'assistance pour votre passion et votre engagement dans l'un des plus grands défis du monde et dans de nombreux cas, pour le courage et le sacrifice dont beaucoup d'entre vous ont fait preuve pour atteindre cet objectif qui en vaut considérablement la peine.

Je pense que la raison pour laquelle nous sommes tous ici est de souligner la menace pour l'ordre mondial que pose le gouvernement iranien actuel et ses agissements, et sa menace pour la paix et la stabilité dans le monde - pas uniquement la région, je veux bien dire dans le monde - ainsi que pour les droits de l'homme. Une menace pour les droits de l'homme et les chances d'une vie meilleure qui est à juste titre un privilège pour tous les Iraniens et ceux qui sont retenus otages dans les prisons iraniennes aujourd'hui, notamment trois Américains innocents, et tous ceux qui souffrent sous la tyrannie iranienne.

Le président des États-Unis, le président Obama, à mes yeux, a exprimé clairement les aspirations et l'objectif des États-Unis quant à la manière dont les États-Unis espèrent interagir avec toutes les autres nations et il l'a fait en 2009, avec, véritablement, trois grands discours.

Le premier était évidemment son discours d'investiture du 20 janvier 2009, le suivant fut celui du Caire plus tard la même année et le troisième lorsqu'il a accepté le prix Nobel de la paix, encore un peu plus tard cette année-là. Ces trois discours de déclarations politiques ont offert la possibilité d'un nouveau départ fondé sur la dignité humaine, le respect des autres cultures, la liberté religieuse et le droit de tout homme et toute femme d'être libre.

La quatrième déclaration présidentielle était aussi importante et je pense que je devrais mentionner et souligner de nouveau l'importance de cette déclaration. Le président des États-Unis a déclaré affirmativement, et je cite: « Nous empêcherons l'Iran de devenir un État capable de produire des armes nucléaires ». C'est aujourd'hui la base de la politique étrangère américaine concernant le programme nucléaire iranien et nous sommes engagés quant au succès de ce voyage et pas seulement pour notre propre sécurité nationale mais pour la sécurité du monde.

Ce n'est pas un problème d'arrière plan, l'Iran n'est pas simplement un problème local, ce n'est même plus un problème régional, comme cela a été déclaré à plusieurs reprises auparavant et je m'associe à cette vision. C'est un problème mondial. Et nous devons y penser et nous devons croire ceci: un Iran doté d'une capacité nucléaire est suffisamment grave à envisager pour le monde pour de nombreuses raisons évidentes, mais pire encore, cela déclencherait certainement une course aux armements nucléaires entre les autres pays de la région et encore plus pire, l'Iran pourrait, s'il se dote de la technologie, l'exporter à des terroristes et leurs mandataires, et lorsque cela arrivera le monde tel que nous le connaissons sera transformé. Le moment est donc historique pour chacun d'entre nous, car ce changement ne sera pas bon.

Ce qui s'est passé aujourd'hui n'est pas négligeable. Permettez-moi de mentionner certaines choses. Tout d'abord, les États-Unis en matière de politique ont affirmé leur rôle de dirigeants sur la nécessité d'inverser la prolifération d'armes nucléaires et se sont, avec succès, engagés avec la

Russie à voter la ratification du traité START en décembre, ils ont également mené une conférence internationale très réussie destinée à souligner la menace de la propagation des armes nucléaires et ont nettement et patiemment donné au gouvernement iranien une chance de révéler ses vraies intentions par ses actes et pas uniquement par ses paroles.

Au cours des deux dernières années, nous nous sommes engagés dans l'envoi ouvert et caché de messages pour tenter de voir si la possibilité de logique et de raison pouvait prévaloir. Une nouvelle administration nationale mérite la possibilité d'évaluer le contexte international pendant un moment et face au peu de preuves sur une quelconque intention de l'Iran de changer son programme de développement d'armement nucléaire, les États-Unis ont à la fois mené et participé à l'adoption des sanctions les plus importantes peut-être jamais imposées à un pays, avec la participation significative de la Russie et de la Chine, et bien-sûr de l'Union Européenne, le plein impact de ces sanctions ne se fera pas ressentir pendant un certain temps.

Les agissements de l'Iran ont été jusqu'à lui créer probablement des conséquences involontaires. Et leurs mauvais calculs ont eu les résultats suivants : le premier est un alignement américain, russe et chinois, que personne n'aurait pu prévoir il y a juste un an ou deux. Les Russes ont effectivement annulé une vente d'armes de missiles S-300 à l'Iran. Qui aurait pensé cela possible il y a tout juste quelques mois encore ?

Deuxièmement, la solidarité américaine, européenne et arabe sur cette question particulière a augmenté de façon significative. L'Iran, pour des raisons qu'eux seuls pourraient expliquer et que personne d'autre ne peut accepter, a tout simplement insulté gravement et de manière délibérée la Turquie à Istanbul. La Turquie, le seul grand pays, outre le Brésil, à avoir cru, à tort, aux intentions iraniennes en 2010.

En bref, l'Iran est désormais plus isolé que jamais, mais tristement, alors que le régime essaie de survivre, c'est le peuple iranien qui souffre. Trois hommes ont été exécutés et leur seul crime était la passion d'être libres,

d'être avec leur famille et de rendre visite à leurs proches au camp d'Achraf.

Le peuple iranien n'est pas le seul à souffrir de ce régime. Les tours Khobar, son soutien au Hamas et au Hezbollah, des attaques en Israël et ailleurs au Moyen-Orient, de nombreux morts dans les forces américaines et de la coalition en Irak sont survenus en raison de la technologie iranienne en armement ; les prises d'otages en tant que tactique d'intimidation se poursuivent aujourd'hui. Il faut reconnaître et relancer l'inquiétude légitime de tous les habitants du camp d'Achraf, et les promesses irakiennes de sûreté et de sécurité faites aux États-Unis.

Il a été dit que le temps nous est compté

concernant l'Iran, mais laissez-moi suggérer que le temps du gouvernement iranien est également compté.

La communauté mondiale a envoyé son message. À Istanbul, il a été rejeté par l'Iran. Les sanctions sont une des nombreuses façons de provoquer un changement dans le comportement iranien. La souffrance du peuple iranien ne peut pas continuer. Les États-Unis continueront à être très attentifs et à s'engager sur tous les aspects de cette question allant des droits de l'homme à l'obtention d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, droit légitime de toutes les nations.

C'est donc le chemin à suivre si nous aurons à regarder nos enfants et nos petits-enfants dans les yeux, car ils nous poseront sûrement un jour la question de savoir ce que nous avons défendu et ce que nous avons fait en 2011, quand nous avons eu l'opportunité de rendre le monde meilleur et plus sûr. Alors travaillons ensemble afin de pouvoir leur donner la réponse qu'ils méritent parce qu'ici, sur ce sujet, et avec ce gouvernement, l'échec n'est certainement pas une option.

Bill Richardson

Il est évident que ceux qui, comme moi, ont préconisé les négociations, le dialogue, la diplomatie, doivent maintenant jeter un regard réaliste sur les résultats de cette politique.

Extraits du discours

Je remercie Mme Radjavi et tous les organisateurs de cette manifestation. Je tiens aussi à rendre à saluer les dirigeants européens ici présents.

Je vais juste énumérer les domaines, je pense qu'il y en a cinq, où je sens un consensus, du moins de mon point de vue.

Numéro un: il est logique de radier l'OMPI de la liste des organisations terroristes. Ça [son inscription] n'a pas de sens, il n'y a pas de terrorisme, pas de capacité, aucune intention, et je pense ici que l'Amérique doit suivre l'Union européenne et le Parlement européen qui ont pris une mesure de bon sens il y a près d'un an.

Le deuxième point qui, je crois, nous unit tous, c'est le camp d'Achraf. De toute évidence, nous devons trouver une solution pour éviter une crise humanitaire au camp d'Achraf. Et cette solution, c'est la sécurité, davantage de sécurité américaine pour la force de l'ONU qui est là-bas. En fait, une sécurité américaine parce qu'en ce moment, il semble que l'Irak ne fournisse pas la protection nécessaire aux 3.400 personnes qui sont là. Donc, c'est un autre effort sur lequel je crois, nous pouvons tous convenir.

Numéro trois: Je pense que nous devons trouver des moyens de soutenir les forces d'opposition iraniennes en Iran et à l'extérieur de l'Iran. Je pense que ce doit être l'ingrédient d'une nouvelle politique, qu'une conférence comme celle-ci a besoin d'évaluer et de trouver de nouveaux espaces, une nouvelle politique. Je ne pense pas que nous ayons exploré cela suffisamment.

J'ai rencontré Mme Radjavi hier, c'est une femme de vision, c'est une femme d'esprit, qui parle plusieurs langues, qui se soucie profondément de son peuple et qui a une très bonne équipe autour d'elle, un très bonne équipe. Maintenant, qu'est-ce que cela signifie en termes de nouvelle politique? Cela signifie que ce qui s'est passé à Istanbul ces derniers jours offre un espace pour de nouvelles opportunités et de nouvelles politiques. Il est évident que ceux qui, comme moi, ont préconisé les négociations, le dialogue, la diplomatie, doivent maintenant jeter un regard réaliste sur les résultats de cette politique. Et à l'évidence à Istanbul, le gouvernement iranien n'était pas sérieux. Il n'a pas voulu accepter une discussion sur le cycle du combustible, il a refusé d'examiner les procédures de l'AIEA pour inspecter certaines installations nucléaires en Iran, et il a donné trois conditions pour l'élimination des sanctions avant même que nous parlions. Ce n'était pas un effort sérieux et je crois que cela signifie qu'il faut examiner une nouvelle politique.

Maintenant, en ce qui concerne d'autres mesures que nous pouvons prendre, de toute évidence nous devons condamner l'exécution qui vient d'avoir lieu et poussez le changement démocratique en Iran, et d'ailleurs, je pense que nous devons nous tenir aussi aux côtés du peuple russe, vis-à-vis de la récente tragédie qu'ils les a frappé, à l'aéroport de Moscou.

Alors, où allez-vous entrer en désaccord avec moi? Je crois qu'il faut poursuivre la diplomatie et le dialogue. Cela ne signifie pas la poursuite des pourparlers qui ne mènent à rien, mais cela signifie ne pas abandonner les négociations dans lesquelles l'Europe et l'Amérique et de nombreux autres pays ont participé - que ce soit les Nations Unies, ou comme à Istanbul - cela ne signifie pas que vous y adhérez, mais cela ne signifie pas que vous disiez Ok, c'est la fin de ces discussions. Je ne pense pas qu'il faille retirer l'action militaire de la table, mais je ne l'envisage pas à l'heure actuelle comme étant réaliste.

La deuxième question est celle des sanctions. J'ai très peu entendu parler des sanctions. Je pense que le général Jones en a très bien parlé. C'est la série la plus complète de sanctions ayant jamais sans doute été imposées à un pays. Et les sanctions ont été renforcées ces deux dernières années en raison de la forte participation de l'Union européenne et des États-Unis qui ont travaillé ensemble. Je n'arrive pas à penser pourquoi les sanctions ne pourraient pas éventuellement avoir d'effet. Une moitié de l'essence de l'Iran est importée.

Une grande partie de ses produits alimentaires est importée aussi. Je crois donc que ces sanctions doivent être poursuivies, renforcées, réorganisées, peut-être étendues, c'est ce que Mme Radjavi a expliqué dans sa discussion.

L'élément nouveau qui se dessine ici c'est : quels sont les moyens les plus efficaces pour le monde, l'Amérique et l'Europe de soutenir

l'opposition iranienne? Quel est le meilleur moyen d'y arriver? Est-ce un soutien technique, est-ce un soutien politique? A l'évidence l'Amérique a besoin de montrer la voie avec la radiation de l'OMPI de la liste, avec la question du camp d'Achraf. Mais c'est aussi trouver de nouveaux moyens de communication, peut-être l'Internet, peut-être par la technologie, peut-être par le biais de nouvelles formes de la technologie satellite, peut-être par le biais de nouveaux moyens qui fleurissent.

Je vais maintenant conclure avec Mme Radjavi, à la fin de notre rencontre, et c'est pourquoi je pense qu'il s'agit d'un bon leader, elle m'a dit : gouverneur, que conseillez-vous ? Eh bien, je vais vous le dire parce que je crois qu'il est



d'une très grande importance de réfléchir et de trouver des moyens d'apprendre les uns des autres. Et je vais donner ce conseil principalement dans le cadre américain, car il semble qu'une bonne partie de la difficulté aujourd'hui réside dans une loi américaine, et un changement de politique américaine que, je crois, nous devons prôner.

1- Faites passer le message en Amérique. Je suis engagé dans la politique étrangère depuis longtemps, mais cela fait juste deux semaines que j'ai appris la situation de l'OMPI, et que j'ai

entendu pour la première fois parler du camp d'Achraf et je suis quelqu'un qui a été actif dans la politique étrangère. J'étais au Nouveau-Mexique, je m'occupais des affaires concernant mon Etat. Aussi, diffuser ce message en Amérique est très important et je pense que vous avez une très bonne équipe pour le faire.

2 - A propos de l'Amérique, je crois que le juge Mukasey l'a souligné, des erreurs ont été commises des deux côtés. Soyez bipartite, ne choisissez pas un parti politique plutôt qu'un autre, bien que si vous me demandiez mon avis je vous dirai quel est le meilleur, mais non je ne le ferai pas. Cependant il est important que ce soutien soit bipartite.

3 - Ceci dit, je pense qu'en Amérique, le mouvement, l'opposition, vous en Amérique, avez besoin de renforcer les liens avec le parti démocrate plus que vous ne l'avez fait.

4 - Il faut se concentrer sur Istanbul. Je pense que c'est le point. Parlez de l'importance de progresser à la lumière de l'échec des négociations et le fait que l'Iran n'a pas pris de mesures sérieuses. Je l'ai déjà mentionné. Trouver de nouvelles façons de communiquer, pas seulement avec le peuple d'Iran, mais entre vous. Le fait qu'il y ait autant de dirigeants européens ici, des Irano-européens, des Irano-américains, qui peuvent trouver des moyens de communiquer les uns avec les autres de façon efficace et de communiquer avec ceux qui en Iran veulent entendre votre voix.

5 - Les femmes et les jeunes. Je pense que c'est la clé, le fait que vous vous concentriez sur l'oppression des femmes, sur la position des femmes en Iran est très important. Le fait que vous ayez une dirigeante femme. Et souvenez-vous que les révolutions de ce monde ont été principalement poussées par les jeunes. Trouver un moyen de communiquer avec ces jeunes en Iran et partout dans le monde.



John Bolton

Le régime de Téhéran est une menace pour la paix et la sécurité internationales. La façon dont on traite ce genre de menace est de mettre fin à ce régime.

Extraits du discours

La politique déclarée et non équivoque des États-Unis devrait être le renversement du régime de Téhéran.

Pour la simple raison que nous sommes engagés dans une course avec ce régime sur plusieurs fronts critiques. Le premier est leur quête de 20 ans de l'arme nucléaire et le second est leur soutien au terrorisme international,

où ce régime est devenu en fait le banquier central mondial des activités terroristes.

Il est clair, et c'est clair depuis un certain temps, et nous n'avions pas besoin d'Istanbul ce week-end pour nous l'expliquer, qu'en aucune façon ce régime ne peut négocier sur son programme d'armes nucléaires.

Le régime de Téhéran veut des armes nucléaires. Les États-Unis et d'autres ne veulent pas que l'Iran possède des armes nucléaires. Quel est le compromis? Que l'Iran obtienne un petit nombre d'armes nucléaires? Il n'y a pas de compromis là-dessus.

Les négociations ne sont pas différentes de n'importe quelle autre type d'activité humaine. Elles ont des avantages et des coûts et vous vous engagez dans les négociations lorsque les avantages l'emportent sur les coûts. Ce n'est tout simplement pas le cas ici.

Les négociations consomment du temps. La chose la plus importante dont la prolifération nucléaire a besoin c'est du temps, du temps pour surmonter les obstacles scientifiques et technologiques complexes afin d'obtenir un programme d'armes nucléaires. Le régime de Téhéran, depuis huit ans maintenant, a plumé l'Occident et utilisé le temps au plus près pour arriver aujourd'hui aux armes nucléaires.

A présent, beaucoup de gens croient, dans le sillage du succès du virus Stuxnet, que tout à coup une grande fenêtre d'opportunité s'est ouverte et qu'elle va se remplir. Je n'ai absolument aucun doute que des personnes dans l'UE et aux États-Unis cherchent davantage d'excuses pour négocier.

Le fait est que, quel que soit le retard entraîné par le virus Stuxnet dans la quête du régime pour les armes nucléaires, il reste encore extrêmement proche de la capacité [atomique]. Même l'AIEA reconnaît publiquement que l'Iran a assez d'uranium faiblement enrichi pour des armes nucléaires à l'heure actuelle et la quantité de travail, la quantité d'énergie consommée pour enrichir de l'uranium au niveau d'un réacteur, représente les deux tiers des travaux nécessaires pour l'enrichir au niveau militaire. Donc ils sont très, très proches.

De plus, l'idée que nous disposerions de bien encore de temps avant que le régime n'obtienne l'arme atomique ne tient pas compte des autres activités du régime, qui développe et renforce ses infrastructures nucléaires, ce qui rendra encore plus difficile de le déceler au bon moment.

Nous perdons la course avec l'Iran sur les armes nucléaires et il est illusoire de croire que les sanctions, des sanctions économiques, vont sensiblement ralentir les progrès de l'Iran.

Et soyons clairs, juste pour être en désaccord avec les deux derniers intervenants, l'ensemble le plus complet des sanctions économiques a été imposées après l'invasion du Koweït par l'Irak, la résolution 661 du Conseil de sécurité qui a quasiment coupé tout contact avec l'Irak, sauf pour

l'approvisionnement humanitaire. Ces sanctions ont totalement échoué à atteindre leur objectif de convaincre l'Irak de se retirer du Koweït et les sanctions qui ont été imposées à l'Iran par le Conseil de sécurité ont eu peu ou pas d'autre effet que d'augmenter le coût des diverses transactions dont le régime iranien a besoin.

La poursuite de leur objectif d'armes nucléaires demeure largement inchangée. La crise économique que nous voyons dans l'Iran d'aujourd'hui est très peu causée par les sanctions, mais un maximum par trois décennies de mauvaise gestion économique.

Donc, l'idée que nous avons beaucoup de temps est une illusion qui nous met tous en plus grand danger. Je pense que c'est pourquoi le soutien à un changement de régime en Iran est aussi crucial, parce que cela va directement affecter le leadership et pourrait bien affecter sa politique. Ce n'est pas simplement la quête de l'Iran pour les armes nucléaires qui devraient nous inquiéter. Regardez leur soutien aux activités terroristes en Irak. Regardez leur soutien là-bas à un régime qui menacera une fois de plus la stabilité au Moyen-Orient et au-delà. Regardez ce que fait l'Iran au Liban. Nous voyons que le développement du soutien de l'Iran au terrorisme international a un effet négatif dans le monde entier. Alors regardez la politique que suit le gouvernement iranien. Nous pouvons voir la course aux armes nucléaires, le soutien au terrorisme international et la répression de son propre peuple.

Tout cela se passe pendant que les Occidentaux parlent, parlent et parlent. Maintenant en ce qui concerne l'OMPI et l'examen que Mme Clinton fait actuellement de la radiation, soyons clairs. Je pense qu'il a été démontré

Si les faits montrent qu'il n'y a ni la capacité ni l'intention de s'engager dans des activités terroristes, l'organisation ne doit pas être sur la liste. C'est la décision que nous attendons de Mme Clinton.

sans équivoque que lorsque l'OMPI a été ajoutée à la liste des organisations terroristes étrangères sous l'administration Clinton, elle a été ajoutée selon l'avis très ferme que cela rendrait les dirigeants de Téhéran plus disposés à l'égard de la politique de l'administration Clinton, plus favorable à un rapprochement.

Si tel était le calcul, il a clairement échoué. Les mêmes sentiments sous-tendent la décision de maintenir l'inscription de l'OMPI de la Secrétaire d'État Rice en 2002, à la fin de son mandat au Département d'État, représentant la notion erronée que ce genre de mesure rendrait plus facile de négocier avec le régime à l'avenir.

Mais je pense qu'il y avait un point important dans la décision de la Secrétaire Rice, quand elle a dit

expressément qu'il fallait réexaminer la décision dans deux ans, c'est-à-dire maintenant, parce que je pense que c'était une indication qu'elle sentait alors, même en agissant avec partialité, qu'une décision de mettre sur la liste des organisations terroristes étrangères devait être affectée par d'autres facteurs politiques. Que les preuves étaient suffisamment ambiguës pour que leur révision ait un sens aujourd'hui.

Je pense qu'il est clair au-delà de tout argument que les facteurs politiques ne doivent pas influencer la décision d'inscrire une organisation sur la liste des organisations terroristes étrangères ou de la radier. Dans la métaphore de l'accusation, vous devez suivre les faits où qu'ils vous mènent.

Si les faits montrent qu'il n'y a ni la capacité ni l'intention de s'engager dans des activités terroristes, l'organisation ne doit pas être sur la liste. C'est la décision que nous attendons de Mme Clinton. J'espère qu'elle prendra le conseil que la secrétaire Rice lui a donné de revenir là-dessus de manière objective, contrairement aux circonstances dans lesquelles l'inscription a été faite en premier lieu et nous verrons ce qui se passera.

Mais plus important encore, je pense que le point de vue non seulement aux États-Unis mais aussi en Europe doit être de comprendre que le régime actuel à Téhéran est une menace pour la paix et la sécurité internationales, et pas seulement dans cette région, mais dans le monde et que la façon dont on traite ce genre de menace est de mettre fin à ce régime.

Dell Dailey

Pour l'Irak et les États-Unis, les membres d'Achraf et de l'OMPI sont le meilleur contrepoids à l'agression iranienne

Extraits du discours

C'est un réel plaisir d'être ici à Bruxelles pour engager un dialogue avec des dirigeants publics aussi éminents sur une question d'une telle importance au niveau international, régional et aussi clairement des États-Unis d'Amérique.

Je remercie tout particulièrement le comité de soutien des droits de l'homme en Iran qui remplit une précieuse fonction en maintenant l'attention internationale et régionale sur les défis au camp d'Achraf.

Une telle attention, de mon point de vue, couvre deux domaines extrêmement importants pour les résidents du camp. Tout d'abord, elle continue de mettre l'accent sur les terribles conditions humanitaires qui existent là-bas et se concentre sur l'importance de la classification de l'OMPI comme organisation terroriste étrangère.

Le moment choisi pour cette conférence est parfait. En ce moment le Département d'État des États-Unis, dans son processus ininterrompu, examine une action pour savoir s'il faut maintenir la classification de l'OMPI sur la liste des organisations terroristes étrangères. Il est d'une importance capitale de s'assurer que toutes les informations pertinentes de cette conférence parviennent au gouvernement des États-Unis durant ces moments importants et cruciaux de décision. Oui, le changement considérable des « conditions » à Achraf et au Moyen-Orient justifie nettement la radiation.

Le moment est aussi plus que jamais important pour les 3400 résidents, hommes, femmes et enfants au camp d'Achraf et leur vulnérabilité future. Cette vulnérabilité est fonction de la progression des États-Unis et des membres de la coalition dans la normalisation des relations avec la nouvelle nation irakienne post-Saddam Hussein. Mais l'ironie croissante de l'Irak au détriment des membres du camp d'Achraf ne devrait pas exister. Les acteurs régionaux, les États-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies doivent maintenir la pression sur le gouvernement irakien pour qu'il traite les membres du camp d'Achraf avec dignité, attention, retenue et respect. Ma première préoccupation porte sur les conditions humanitaires à Achraf, elles deviennent odieuses et doivent être améliorées. Les incursions répétées de la police irakienne se sont produites à de nombreuses dates. Certaines en juillet 2009, octobre 2010, novembre 2010 et récemment en janvier 2011, toutes ayant entraîné des blessures et plusieurs ayant entraîné des décès.

Davantage de restrictions ont été imposées aux occupants du camp d'Achraf pour les soins médicaux. Par exemple l'accès limité aux médecins spécialistes et l'accès refusé aux hôpitaux et des cas semblables. Ajoutez ça à des attaques continues de propagande dans le camp par 180 haut-parleurs dans le but de créer des conditions physiquement invivables. Il faut stopper ces attaques humanitaires et ne pas les répéter.

Alors que l'Irak doit faire la paix avec l'Iran et qu'il devient un membre de la région doté d'un nouveau gouvernement démocratique, le camp d'Achraf ne devrait pas être le prix remporté par l'Iran. L'Iran a fait preuve de haine pour le camp et ses résidents récemment avec la pendaison d'un visiteur d'Achraf et d'un photographe des élections (de la débâcle des élections). Ils ont été pendus il y a tout juste deux jours en Iran. Cela continue. Pour l'Irak et les États-Unis, les membres d'Achraf et de l'OMPI sont le meilleur contrepoids à l'agression iranienne.

En tant qu'État terroriste mondial, l'Iran soutient le terrorisme en Afghanistan, dans tout le Moyen-Orient et devient à présent rapidement une menace et une puissance nucléaire. Il faut faire face à l'Iran et le stopper.

L'OMPI a les contacts, la clairvoyance, la conscience culturelle et un passé avéré où elle a fourni aux États-Unis et donc au monde des renseignements auparavant inconnus concernant l'Iran. Cette source d'informations efficace et fiable devrait être utilisée au maximum par des nations menacées aujourd'hui et à l'avenir par l'Iran. Aucune autre organisation interne ou externe n'a été aussi efficace dans l'obtention d'informations sur l'Iran. Nous ne devrions pas permettre que cela devienne vain.

L'utilisation de l'opposition iranienne, l'OMPI, est un contrepoids puissant à l'Iran comme cela a déjà été démontré. Réussir à stopper l'opposition est un atout et un objectif importants du gouvernement iranien.

À tel point qu'il continue de la chasser impitoyablement en Iran et peut-être même en Irak. Puisque que les États-Unis demeurent engagés militairement en Irak et en Afghanistan, il ne peut plus mener d'opération de sécurité



dans la région. Depuis que les Nations Unies ont adopté jusqu'à 3 résolutions de sécurité et ont appliqué des sanctions économiques avec un succès limité, l'Iran se dresse avec impudence et défi face au monde; tout en faisant correspondre sa capacité nucléaire à sa capacité de la transporter. L'OMPI et l'opposition iranienne sont les meilleurs instruments de pouvoir pour infiltrer la théocratie iranienne et la détruire. Personne ne s'attendait à un soulèvement en Tunisie et le peuple iranien a une histoire récente de renversement des dirigeants, en 1979 et presque récemment, l'an passé. Nous devrions tirer parti de cela.

Mon deuxième point est la radiation de l'OMPI de la liste américaine des organisations terroristes étrangères (FTO). Les États-Unis ont toujours maintenu l'OMPI sur la FTO depuis son inscription initiale de nombreuses années auparavant. Beaucoup d'actions se sont produites depuis afin d'exiger que les États-Unis réévaluent cette décision, nos alliés de l'Union

Européenne ainsi que du Royaume-Uni ont supprimé l'OMPI de leurs listes du terrorisme. Cela a été accompli après un examen minutieux des faits, classifiés et non-classifiés, des indicateurs actuels et d'une histoire allant de 2001 jusqu'à nos jours. Il n'y a eu aucune activité terroriste, les États-Unis devraient en faire de même.

Malheureusement les rapports indiquent que le gouvernement irakien poursuit les raids inadmissibles sur le camp d'Achraf parce que les États-Unis ont identifié les occupants comme des terroristes et peuvent donc être traités comme tels. Bien qu'importante et quelques fois utile, la liste américaine des organisations terroristes étrangères (FTO) a été entachée par une politique étrangère mal pensée. Actuellement l'OMPI est sur la liste alors que les Talibans n'y figurent pas.

Nous avons eu des milliers de soldats américains et de la coalition tués par les Talibans depuis le 11 septembre mais aucun n'a été tué par l'OMPI. Pourquoi est-elle toujours sur la liste? Pourquoi les États-Unis permettraient-ils aux Talibans de ne pas figurer sur la liste tout en y maintenant l'OMPI? C'est une politique étrangère aussi mauvaise qu'incohérente!

Suite page 17



Irene Khan

les gens sont bombardés avec ce que j'appellerais de la torture sonore. Ce n'est donc pas seulement d'un point de vue physique, mais aussi audio que le camp est assiégé.

Extraits du discours

Permettez-moi de commencer par remercier les organisateurs de m'avoir invitée, en me donnant l'occasion de vous parler aujourd'hui. Je ne vais pas vous demander de renverser un gouvernement, et je ne vais pas vous demander de m'applaudir à l'avance. Je vais vous parler d'Achraf et j'espère apporter un aspect « droits de l'homme » au problème du camp d'Achraf. Une épine dans le flanc

du gouvernement iranien, un pion dans les négociations politiques entre Téhéran et Bagdad, un symbole de la résistance iranienne. Ce sont trois différentes façons dont le camp d'Achraf et ses résidents ont été décrites par les commentateurs. Or, dans un jeu d'échecs le pion peut être sacrifié soit à cause de sa valeur apparemment faible dans le jeu, soit pouvant devenir une force tactique de blocage et de soutien.

Je ne joue pas aux échecs en fait, je ne fais pas de politique et je le laisse à d'autres plus qualifiés que moi de dire quel genre de partie d'échecs se déroule dans cette région. Mon message est simple : les gens, les femmes et les hommes, ne doivent pas être utilisés comme des pions politiques. Mon but aujourd'hui en vous parlant est de présenter la scène humanitaire et les souffrances à Achraf. Et voir ce que la communauté internationale devrait faire pour l'arrêter. Maintenant, je ne suis pas allée au camp d'Achraf. Je sais que certains d'entre vous l'ont fait. Je sais aussi que certains d'entre vous ont de la famille et des amis là-bas. Vous savez donc mieux que moi ce dont nous parlons. Nous ne parlons pas de certains grands complots politiques. Nous parlons d'environ 3400 êtres humains qui vivent derrière des barbelés dans un paysage poussiéreux. Certains y ont vécu près d'un quart de siècle pour ce en quoi ils croient, en raison de leur lutte pour la liberté. Un très grand nombre d'entre eux sont des femmes. La vie n'a pas été facile pour eux. Mais ils n'ont jamais été aussi en danger, isolés, harcelés, visés et attaqués qu'ils le sont maintenant.

Comme nous le savons tous, à partir de 2003 lorsque les forces de la coalition sont intervenues en Irak et jusqu'au premier janvier 2009, les résidents du camp d'Achraf ont été désignés par les États-Unis comme des personnes protégées par les Conventions de Genève. En janvier 2009, en vertu d'accords signés entre les États-Unis et le gouvernement irakien, les États-Unis ont rendu la sécurité du pays aux Irakiens et avec elle, aussi le contrôle du camp d'Achraf. Mais le statut des résidents dans le camp n'a pas été bien défini. Le gouvernement irakien a envoyé des signaux mitigés sur le camp d'Achraf. Dans les milieux diplomatiques, il dit qu'il va respecter l'engagement de ne pas expulser les résidents d'Achraf et de les traiter humainement. Mais en réalité sur le terrain, il a cherché à créer une situation intenable pour les habitants du camp. Il a créé un comité pour la répression d'Achraf au bureau du premier ministre et de hauts responsables irakiens n'ont fait aucun mystère de leur intention de

fermer Achraf et d'en déplacer les gens ailleurs. Le camp d'Achraf est assiégé, isolé de tout contact normal.

Maintenant, partant d'une perspective des droits de l'homme et humanitaire, permettez-moi de souligner trois préoccupations majeures.

Tout d'abord, les attaques physiques contre les résidents. Aujourd'hui, nous savons tous ce qui s'est passé en juillet 2009 où il y a eu une attaque de deux jours lancée contre le camp qui a fait 11 morts, plusieurs centaines de blessés et où 36 personnes ont été arrêtées, battues et torturées. Selon des rapports, des gardes de sécurité armés ont utilisé des bulldozers pour entrer de force dans le camp en plein jour. Ils ont utilisé des canons à eau, des matraques et des gaz lacrymogènes contre les résidents non armés de l'autre côté. À ce jour, il n'y a pas eu d'enquête indépendante sur l'incident, aucun compte rendu sur les morts. A présent, l'histoire et l'expérience montrent que l'impunité nourrit davantage de violations des droits humains, et c'est précisément ce qui s'est passé ici aussi. Le camp est sous une pression constante, les menaces et les attaques se sont poursuivies. La plus récente a eu lieu au début de ce mois, le 7 janvier où 176 personnes ont été blessées, dont plus de 91 femmes.

Mais où trouve-t-on cette histoire sur l'agenda des droits humains, où appelle-t-on à rendre des comptes? Où est la prise de note de ce qui s'est passé et ce qui se passe pour les civils? Il s'agit de civils, c'est une population civile, personne ne le conteste.

Le gouvernement irakien ne peut pas échapper à cette obligation, qu'il reconnaisse ou non un statut aux résidents d'Achraf. L'attribut le plus important de la souveraineté, c'est la responsabilité de protéger les personnes sur son territoire. Le gouvernement irakien ne doit pas pouvoir se soustraire à cette responsabilité et la communauté internationale doit demander des comptes au gouvernement irakien. la participation internationale et en particulier la présence internationale est un facteur décisif pour assurer la protection des populations à risque.

Deuxièmement, il y a les préoccupations sur les conditions sanitaires. Un récent rapport d'Amnesty International a exposé les difficultés que les gens rencontrent quand ils cherchent une aide médicale. Le camp est encerclé par les forces de sécurité irakiennes. Un comité de sécurité irakien qui est responsable de toutes les questions du camp décide des traitements médicaux. Les membres du comité décident de qui peut se déplacer à l'extérieur du camp et qui peut les accompagner. Ils contrôlent le flux de l'approvisionnement du camp et pour certaines maladies graves, des gens doivent se faire soigner à l'extérieur dans les hôpitaux de Bagdad ou ailleurs. Les patients ne peuvent pas aller à leurs rendez-vous parce qu'ils ne sont pas autorisés à y aller avec qui ils veulent, ils ne sont même pas autorisés à emmener un interprète avec eux. Le gouvernement irakien ne fournit pas de fauteuils roulants ni de lits spéciaux dont les patients ont parfois besoin. Ainsi, une situation médicale déjà mauvaise s'aggrave, laissant sans traitement de nombreux patients en danger ou atteints de maladies chroniques. Or, comme si ce n'était pas assez, vous avez les mégaphones dont vous avez entendu parler. Des cris et des slogans à volume élevé sur

120 haut-parleurs diffusés depuis environ onze mois. Imaginez-vous avec pendant une heure, imaginez comment vous vous sentez. Et ici, les gens sont bombardés avec ce que j'appellerais de la torture sonore. Ce n'est donc pas seulement d'un point de vue physique, mais également audio que le camp est assiégé. La pression psychologique n'est pas moins pénible que les mauvais traitements physiques.

Mais une fois encore, c'est une question qui ne paraît pas dans les informations. Le gouverneur Richardson a déclaré qu'il y a beaucoup de choses que nous ne savons pas à propos d'Achraf. Peut-être y a-t-il beaucoup de choses que nous ne voulons pas savoir sur Achraf, parce que cela peut nous amener à un face à face avec nos propres jugements et décisions, des décisions difficiles.

A présent, la troisième préoccupation est le risque d'éviction forcée ou même d'expulsion, un risque qui continue de grandir alors que le gouvernement Maliki tend la main au régime irakien. S'il existe un doute dans l'esprit de quelqu'un sur ce qui pourrait arriver si les gens du camp d'Achraf étaient renvoyés de force en Iran, le régime de Téhéran nous a envoyé un message brutal juste hier avec l'exécution de Jafar Kazemi et Mohammad Ali Haj Agha'i. Quel était leur crime? Scander des slogans soutenant l'OMPI, photographier des manifestations postélectorales, les distribuer sur Internet? Eh oui. L'un d'eux avait un fils à Achraf. À la fin de décembre, Ali Saremi, comme vous le savez, a été pendu sans préavis. Il avait rendu visite à son fils à Achraf. On l'a accusé d'appartenir à l'OMPI. Quatre autres personnes, dont une femme, sont condamnées à mort pour la même raison. Leurs procès à tous ont été inéquitables. Les organisations internationales comme Amnesty International et Human Rights Watch l'ont reconnu et ont également pris note des rapports de torture et de mauvais traitements. Ce sont des jours sombres pour les droits de l'homme en Iran.

Les exécutions sont menées à une vitesse étonnante. Depuis le début de l'année, l'Iran a exécuté au moins 49 personnes, et j'ai peut-être sous-estimé ce nombre. L'Iran exécute plus de personnes par habitant que tout autre pays au monde. Et en chiffres absolus, il est au deuxième rang juste après Chine.

Alors même que les manifestations se multiplient hors d'Iran, le régime a réprimé par vengeance. Un cinéaste connu a été condamné à une longue peine d'emprisonnement. Les journalistes ont été attaqués. Des militantes féministes ont été incarcérées pour réclamer l'égalité. Je voudrais ici souligner le courage des femmes iraniennes dans leur quête de liberté et d'égalité et je pense que nous devrions tous le reconnaître.

La gravité de la situation en Iran est telle que l'Assemblée générale des Nations Unies d'une manière vraiment sans précédent a effectivement adopté une résolution exprimant sa préoccupation sur l'état déplorable des droits de l'homme en Iran. Elle mentionne la torture, les exactions contre les femmes, l'oppression des minorités ethniques et religieuses et le fait que nul ne répond des violations des droits humains qui ont suivi l'élection présidentielle de 2009. Vous pouvez dire mais qu'est-ce qu'une autre résolution de l'Assemblée générale? Encore un autre document? Mais je vous demanderai de noter que nous parlons de l'Assemblée générale des Nations Unies où la majorité des gouvernements viennent de pays en voie de développement. Ce n'est pas l'Occident qui critique l'Iran, c'est le monde qui critique l'Iran. Il y a là un mouvement et nous devons le prendre en compte.

Je suis une éternelle optimiste. Dans le domaine des droits de l'homme, il faut être optimiste. Je dirais que nous voyons là des fissures. On a mentionné la Tunisie à plusieurs reprises et ici nous voyons de nouveau une prise de conscience croissante que la question des droits de l'homme, que ce qui se passe en Iran, la situation des droits humains à l'intérieur de l'Iran, compte au niveau mondial, pas seulement pour le peuple irakien. Donc, je prends cela comme un signe positif, un signe sur lequel on bâtit le soutien. L'opinion publique est importante, vous êtes importants.

Pour revenir à Achraf, les résidents d'Achraf ont été désignés par les États-Unis comme des personnes protégées par les Conventions de Genève, et il y a maintenant un débat quant à savoir si oui ou non ce statut a expiré. Mais quelle que soit votre façon de discuter de la loi, quelle que soit la position que vous prenez, le droit international dit très clairement que personne ne peut être renvoyé dans un endroit où il est susceptible d'être torturé, nul ne peut être maltraité, les civils doivent être traités avec humanité, dignité et le respect de leurs droits. Cela oblige clairement le gouvernement irakien à protéger les droits des résidents d'Achraf de tout danger et de leur garantir un traitement humain. De plus, l'Irak est un État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui donne aux gouvernements l'obligation de protéger les droits de l'homme, l'obligation de ne pas torturer, de bien traiter, de ne pas expulser, de ne pas déporter de force une personne dans

un endroit où elle risque d'être torturée, ou subir des traitements ou des châtiments inhumains et dégradants. Le gouvernement irakien ne peut pas échapper à cette obligation, qu'il reconnaisse ou non un statut aux résidents d'Achraf.

L'attribut le plus important de la souveraineté, c'est la responsabilité de protéger les personnes sur son territoire. Le gouvernement irakien ne doit pas pouvoir se soustraire à cette responsabilité et la communauté internationale doit lui demander des comptes. La pression et la responsabilité sont les outils que le système de droits de l'homme utilise pour obliger les gouvernements à respecter leurs obligations. Il faut à présent appliquer ces outils au gouvernement irakien et je ne crois pas que le système international des droits de l'homme le fasse suffisamment dans le cas d'Achraf. Ils ont besoin d'ouvrir les yeux sur leurs responsabilités dans ce domaine.

Les résidents d'Achraf ne croient pas dans la protection ou l'aide des autorités irakiennes. Au contraire, ils craignent que le contraire arrive. Bien sûr, le comportement des autorités irakiennes alimente ces craintes.

Alors quel est le rôle de la communauté internationale? En tant qu'ancienne responsable onusienne des réfugiés et actuellement praticienne des droits de l'homme, je sais de par ma propre expérience sur le terrain que la participation internationale et en particulier la présence internationale est un facteur décisif pour assurer la protection des populations à risque. J'ai vu dans de nombreuses situations explosives, la valeur que l'Organisation des Nations Unies ou la Croix-Rouge internationale apportent pour protéger les civils et créer un environnement de confiance où les tensions entre la population et le pays hôte peuvent être réduites.

On m'a dit que la MANUI, la mission de l'ONU en Irak, ne se rend à Achraf que de temps à autre parce qu'elle ne se sent pas suffisamment en sécurité pour y être tout le temps. Imaginez ce que les résidents doivent ressentir si l'ONU ne se sent pas suffisamment en sécurité pour être là. Je pense donc qu'une présence sera d'une grande aide. Une présence régulière sera d'une grande aide, une surveillance régulière apportera une grande aide en matière de protection de la population d'Achraf. Mais il incombe maintenant aux États membres de l'ONU, et en particulier à l'Irak et aux États-Unis, de permettre à l'ONU d'établir une présence là-bas pour y être... C'est précisément le genre de situation où la coopération entre le système multilatéral des droits de l'homme et les États membres, comme les États-Unis, peuvent aider à

désamorcer les tensions, à dépolitiser la situation et à veiller à ce que toutes les parties reconnaissent qu'il s'agit d'abord et avant tout d'un problème humanitaire qui exige une solution humanitaire.

A présent, que devrait faire l'Union européenne, que devrait faire les États-Unis? Je pense que nous avons entendu parler des Américains et des Européens à ce sujet, donc je ne vais pas en parler,

n'étant ni américaine ni européenne. Mais ce que je veux souligner ici, c'est l'importance de garder l'accent sur la responsabilisation et le respect des droits de l'homme. C'est une région à haute tension. Dans le tableau d'ensemble de la politique mondiale et des questions stratégiques comme les armes nucléaires, Achraf peut paraître trop petit, les droits de l'homme peuvent sembler secondaires. Trop souvent, nous l'avons vu dans un passé récent, les droits de l'homme sont mis à l'écart à cause de problèmes de sécurité. Il suffit de penser à l'Irak. La question là-bas portait sur les armes de destruction massive, aujourd'hui la question essentielle sur le terrain sont les droits de l'homme de la population irakienne.

Alors je prie chacun de vous de ne pas perdre de vue ce qui se passe ici, oui, les armes nucléaires, l'Iran est une menace. Mais que veut le peuple d'Iran? Il ne faut pas instrumentaliser les droits humains du peuple d'Iran, il a droit à sa liberté, il a le droit de lutter pour sa liberté, il a le droit de jouir de sa liberté et nous avons l'obligation de le soutenir dans sa lutte pour les droits et c'est ce dont il s'agit à Achraf. Il s'agit de se concentrer sur les droits humains du peuple, il s'agit de se concentrer sur la dignité du peuple irakien et c'est par là que nous devrions commencer, et c'est ce que nous devrions avoir pour objectif.

Ce sont des jours sombres pour les droits de l'homme en Iran. Les exécutions sont menées à une vitesse étonnante. La situation des droits humains à l'intérieur de l'Iran, compte au niveau mondial.

Des militantes féministes ont été incarcérées pour réclamer l'égalité. Je voudrais ici souligner le courage des femmes iraniennes dans leur quête de liberté et d'égalité et je pense que nous devrions tous le reconnaître.



Ruth Wedgwood

Laisser les résidents d'Achraf être pendus tournerait en dérision la protection qui leur a été accordée en 2004.

Extraits du discours

Je pense qu'il est essentiel que cette question de l'opposition démocratique en Iran et la survie des résidents du camp d'Achraf soit une question bipartite. Je dois dire que le camp d'Achraf est au régime de Téhéran ce que le virus Stuxnet est aux armes atomiques. Je pense que c'est la chrysalide, l'incubation de

sa destruction finale. Et il n'y a aucune autre raison ou façon d'expliquer la peur que Téhéran semble avoir des 3 400 personnes qui résident dans un camp en Irak, autre que le fait qu'ils en voient le potentiel, que le genre de quasi-martyre imposé à ces personnes est en fait le test de résistance de l'opposition démocratique iranienne. Je pense donc que Téhéran est son propre pire ennemi pour avoir poussé les Irakiens à attaquer le camp d'Achraf à maintes reprises.

À présent le statut des résidents d'Achraf a fait l'objet de discussions techniques. J'approuve largement ce qu'a déclaré Irene Khan, indépendamment du fait que les États-Unis leur aient reconnu le statut

de personnes protégées en vertu de la Convention de Genève, ces conventions sont celles que l'administration Obama a promis de respecter.

Mais même et au-delà du non-refoulement, on ne peut jamais renvoyer quelqu'un à une condition de mauvais traitement et de torture. Alors la menace du gouvernement irakien de les envoyer dans une prison dans le désert est quelque chose qui violerait évidemment totalement le non-refoulement et s'ils étaient renvoyés en Iran, il n'y aurait aucun doute quant au sort des habitants d'Achraf : ils seraient tous pendus.

La demande de leur protection est donc évidemment bien fondée sur le droit comme sur la moralité. Aux États-Unis, nous n'avons pas fait la guerre d'Irak pour y installer un régime pro iranien qui livrerait l'opposition démocratique à l'Iran.

J'ai été membre du comité de politique de défense des États-Unis disons de 2003 à 2009 et nous avons une association de valeur et honorable avec l'armée américaine ainsi - bien-sûr l'idée que je me fais de l'honneur gravé dans le service militaire américain est d'envergure - et je pense également qu'il ne serait pas cohérent de livrer des personnes que nous avons promis de protéger et l'armée américaine par-dessus tout honore les Conventions de Genève. Là encore, laisser les résidents d'Achraf être pendus tournerait en dérision la protection qui leur a été accordée en 2004.

À présent, je suis largement d'accord avec Irene Khan sur le fait que les Nations Unies devraient faire entendre davantage leur voix. Je ne suis pas au courant du fait que le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme se soit exprimée. Le Chef de la Mission des Nations Unies en Irak, M. Ed Melkert a fait des déclarations que je considérerais au mieux comme tièdes. Comme il l'a déclaré : « ces haut-parleurs ne servent aucun but raisonnable et nous avons demandé dès le tout début au gouvernement irakien de s'assurer que les haut-parleurs soient retirés. Quand des problèmes se présentent, bien évidemment, nous ne cachons pas notre inquiétude s'il y a une raison de le faire ».

Ce n'est pas le genre de propos carrés dont vous avez besoin pour faire peur à un régime. Je sais que la diplomatie a sa propre syntaxe, mais tout comme

les États-Unis ont été l'objet de critiques pour n'avoir pas envoyé le message assez clairement à Saddam Hussein lorsqu'il a envahi le Koweït, le langage doit donc être, même aux Nations Unies, bien plus carré.

La MANUI nécessite une présence au camp de 24/24 heures, 7/7 jours. La présence d'un avant-poste militaire américain est nécessaire, ainsi que le rétablissement du camp grizzly au sein du camp, afin que cela dissuade le vandalisme que nous avons observé récemment.

Il y a une chose dont le régime iranien semble ne pas être suffisamment informé, c'est le fait qu'un grand nombre des personnes résidant au camp d'Achraf sont des doubles citoyens. Quand vous attaquez un Irano-suédois ou un Irano-américain ou un Irano-européen, vous attaquez des citoyens non seulement de l'Iran, mais également de ces pays. En fait, c'est ce qui s'appelle habituellement un acte de guerre.

Le genre de solidarité dont a fait preuve l'Europe est nécessaire non seulement de par le fait de la moralité de la question, mais aussi de par le fait que beaucoup de ces citoyens au camp d'Achraf sont également des doubles citoyens de l'Occident qui méritent le soutien de l'Occident. C'est donc une question de gars de chez nous, une question nationale, de même que tout type de protection et d'attention plus généreuse.

Je suis d'accord avec Madame Radjavi sur le fait que la question est à sa place à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il est vrai que le groupe des 77 aux Nations Unies a souvent tendance à différer les

La MANUI nécessite une présence au camp de 24/24 heures, 7/7 jours. La présence d'un avant-poste militaire américain est nécessaire au sein du camp, pour dissuader le vandalisme que nous avons observé récemment.

choses pour enterrer le linge sale de chacun. Mais c'est une question sur laquelle même le groupe des 77, qui est en fait un groupe de 132 pays du sud, doit insister afin qu'elle soit mise à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité, et pas uniquement à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Une chose, je pense, que les Européens peuvent faire, c'est de contrôler l'application des sanctions économiques. Les sanctions sur l'essence ont eu un certain effet, mais nous savons aussi très bien, pour ce qui concerne l'histoire du pétrole contre nourriture en Irak, qu'il est assez simple de passer outre ces sanctions quand on transborde sa cargaison en changeant le pavillon du navire et en ayant une compagnie court-circuit dans les îles Caïman. Il incombe à tous les gouvernements européens de s'assurer que les sanctions économiques contre le régime iranien aient de la force, de la puissance et

du mordant. Cela requiert des efforts d'enquêtes de la part des services de police, des services de douane et des organismes d'enquête parlementaires. Les sanctions ne s'auto-appliquent pas, elles doivent être appliquées par un acte de volonté politique.

J'approuve le gouverneur Richardson sur le fait que l'on devrait s'appuyer sur des mesures diplomatiques, mais je pense que l'ancien aphorisme favori de Washington a une certaine puissance ici. C'est cette vieille plaisanterie sur le baseball, d'après laquelle une diplomatie sans possibilité de coercition serait comme une partie de baseball sans batte, et tant qu'on n'a pas trouvé une batte pour frapper la balle, rien ne se passera.

Ainsi je pense, que l'on soit en faveur ou non d'un changement de régime par des moyens hérétiques, il faut faire passer le message que la patience de l'Occident n'est pas éternelle ; que les Iraniens ne peuvent pas s'en sortir avec la Chine, l'Inde ou avec les nouveaux marchés de l'Est et que cela étranglera efficacement le régime.

Je ne pense pas avoir jamais le courage d'être une militante des droits humains sur le terrain, comme le sont des milliers de personnes en Iran. Je ne suis pas aussi physiquement courageuse. J'ai parfois été courageuse à l'université, parce qu'on ne permettait pas la dissidence à l'université, mais

Suite page 17

Juan Garcés

Ce qui sévit à Achraf, et j'essaie de le suivre au jour le jour, est une expérience de torture mentale.

Extraits du discours

D'une manière claire, la conférence a retenu votre attention pendant beaucoup d'heures. Des choses très importantes ont été dites. Elles tournent sur l'ordre international et sur la souffrance du peuple iranien et particulièrement des résidents à Achraf. Je souhaiterai ajouter à tout ce qui a été dit, quelque chose qui me semble intéressant à signaler au département d'Etat des Etats-Unis au moment où il doit décider sur le retrait de la liste des organisations terroristes. Ce qui sévit à Achraf, et j'essaie de le suivre au jour le jour, est une expérience de torture mentale. Nous avons ici des illustres Américains. Je souhaiterai leur rappeler que la torture mentale n'est pas moindre que la torture physique.

Je rappellerai un cas bien connu, celui du sénateur américain McCain à qui on avait posé un jour la question - il sait de quoi on parle, il a été torturé au Vietnam - si jamais vous deviez choisir, un jour, entre la torture physique et la torture mentale, qu'est-ce que vous choisiriez? La réponse de McCain a été immédiate : je choisirai la torture physique. C'est dire à quel point la torture mentale est horrible.

Et je connaissais les faits à Achraf, je connais ce qu'on fait, c'est une expérience de destruction de la personnalité, ce qui est le but de la torture.

Mais ce qui est important à retenir, c'est que la réaction à cette torture, à cette souffrance, n'a pas été de faire écho avec violence. Ils subissent une provocation journalière, jour et nuit. Ce serait dans la nature de l'homme d'éclater, de recourir à une sorte de contre mesure également violente et particulièrement ceux qui ne sont pas en Irak. Généralement il n'y pas eu de recours à la violence pour faire face à cette torture. Par contre ils ont demandé ce que le droit pourrait faire pour soulager, pour résoudre et mettre fin à cette souffrance.

La réponse, qui doit être toujours à l'esprit, c'est que le droit en soi, s'il

n'est pas accompagné d'une force légitime, est impuissant. Appliquer la force, sans la légitimité qui doit être pratique, c'est un despotisme, de la tyrannie. Il faut donc mélanger les deux dimensions celle du droit et celle de la coercition à articuler et à l'appui du droit. C'est ce que vous êtes en train d'essayer.

J'ai le plaisir de vous dire que vous avez été entendus dans une première cour, ce ne devrait pas être la seule cour, car ce que vous invoquez c'est le droit international, un droit qui a été librement assumé par tous les Etats qui ont signé la convention de Genève ou qui ont signé la convention contre la torture. Et c'est la majorité des Etats du monde. Ce qui est demandé, c'est que cet engagement librement pris soit mis en pratique. Et puisque ces deux conventions ont prévu la juridiction, particulièrement la convention de Genève, la juridiction à tous les Etats signataires, que d'autres cours de justice s'unissent à la cour espagnole pour exiger le respect de ces engagements et si ce respect n'est pas une réalité, exiger des responsabilités. Ce que nous avons

commencé à faire en Espagne, en convoquant le grand général de l'armée irakienne qui conduisait l'attaque à Achraf au mois de juillet 2009. Il a été convoqué à la cour pour le 8 mars pour se défendre des charges qui ont été alléguées contre lui. D'autres cours doivent suivre incessamment.

On parle du droit international. Le droit international serait mieux servi si le droit était mis au service des engagements des Etats et derrière le but que le droit international s'est créé.

Je dois vous dire, et vous le savez mais je vous le rappelle, que l'indépendance de la cour de justice doit être partout le moyen observé



et c'est le sérieux du judiciaire qui est en question. En ce qui nous concerne, je crois que vous comprendrez et que vous respecterez cette neutralité et cette indépendance de la cour, de même que le temps de cette cour de justice qui est différent du temps de la politique. Mais il faut le faire.

Nous ne disposons pas d'une cour internationale ayant la possibilité d'agir sur l'Irak, l'Irak n'est pas signataire du traité de Rome. Par conséquent si nous parlons de responsabilité devant une cour de justice pour les violations du droit international très sérieuses qui ont lieu en ce moment à Achraf, il faut regarder vers les cour nationales, il n'y en a pas d'autres.

Un premier pas a été fait et je vous aiderez et d'autres vous aiderons, à ce que d'autres puissent le suivre. Nous allons offrir à la communauté des droits

de l'homme, particulièrement les institutions qui sont rattachées aux Nations Unies, l'opportunité de joindre ce qu'ils font, des rapports, des considérations, sur ce qui se passe en Irak et particulièrement à Achraf, de les joindre à l'action du droit international. Nous allons également prendre des initiatives pour offrir cette possibilité également à d'autres Etats toujours sous l'autorité du droit. Ils auront là une opportunité de le faire. Nous verrons la réponse qu'ils apportent et nous espérons et nous souhaitons qu'ils suivent les premiers pas et qui ne devrait en aucun cas être le dernier, celui qui est en Espagne.

Car et je finirai là en disant : si cela était fait et que les résultats successivement étaient similaires les uns comme aux autres, on pourrait mesurer à quel point c'est juste ce que je viens d'écouter tout à l'heure, la réflexion de M. Radjavi que je partage tout à fait : aussi longtemps qu'il y aura un peu de droit et une goutte de sang pour la liberté, le dénouement sera positif.



Jan Zahradil

L'apaisement ne mène nulle part quand il s'agit de combattre ces forces qu'on appelle du mal.

Extraits du discours

Merci beaucoup, bonjour à tous. Comme cela a été dit, je viens d'un petit pays d'Europe centrale, d'un peu plus de 10 millions d'habitants. Mais un pays qui a fait l'expérience

de ce qu'on appelle la politique d'apaisement. Et c'est une expérience très amère et triste je dirais, que certains d'entre vous connaissent sans doute. C'était avant la Seconde Guerre mondiale alors que mon pays venait d'être vendu de facto à l'Allemagne nazie par ceux qui voulaient apaiser les forces du mal plutôt que de les combattre. Mais ils ont dû les combattre un peu plus tard de toute façon.

Je pense donc que ce qui se passe ici n'a rien de nouveau, et nous connaissons tous très bien ces situations, nous avons vécu des situations similaires dans le passé à de nombreuses reprises, et nous savons tous que l'apaisement ne mène nulle part quand il s'agit de combattre ces forces qu'on appelle du mal.

Et je suis donc très fier, que ce soit mon pays, la république tchèque, à la présidence de l'Union européenne, qui a effectivement contribué à la radiation définitive de l'OMPI de la liste noire de l'UE au début de 2009.

Je suis aussi reconnaissant, je veux dire personnellement reconnaissant, d'avoir eu une occasion unique de participer à ce processus. Nous savons tous qu'il nous reste un long chemin à parcourir et probablement un chemin douloureux et malaisé, mais il n'y en a pas d'autre et pas de chemin de retour en arrière. Aussi permettez-moi de vous souhaiter à tous, à nous tous, bonne chance, beaucoup de courage et la lumière au bout du tunnel qui finira comme toujours par arriver.

Paulo Casaca

Nous devons protéger les membres de l'OMPI à Achraf, nous devons les protéger contre la torture en vigueur et nous devons le faire sur le champ.



Extraits du discours

Nous allons conclure une des conférences les plus extraordinaires à laquelle il m'a été donné l'occasion de participer. Le niveau des intervenants, leur passé, leur crédit, leur sagesse, ont fait à l'évidence d'Achraf, de la nécessité de changer la situation et l'attitude vis-à-vis de la résistance iranienne un phénomène dominant. Je pense que nous pouvons tous en convenir, je sais qu'il existe encore quelques divergences sur la manière de procéder, mais allons droit sur ce dont nous sommes totalement convaincus : nous devons aussi sortir l'OMPI de la liste terroriste des USA. Nous devons protéger les membres de l'OMPI à Achraf, nous devons les protéger contre la torture en vigueur et nous devons le faire sur le champ. Nous devons le dire et pousser l'opinion publique internationale dans ce sens le plus tôt possible. Et enfin et surtout, nous sommes absolument certains que d'une façon ou d'une autre la liberté, la démocratie et le respect de l'humanité, l'emportera en Iran, et nous serons certainement là pour célébrer ce jour.

Struan Stevenson

Suite de la page 3

nous finirons par payer pour le temps et nous le payerons très cher. Un Iran doté de l'arme nucléaire sera une menace mondiale.

Alors que l'Occident continue de jouer à ces jeux idiots, l'Iran déploie sa mauvaise influence à travers le Moyen-Orient. Nous avons offert l'Irak aux mollahs sur un plateau d'argent. Maintenant, des milliers d'agents formés du régime iranien ont infiltré toutes les strates de la société irakienne. La même chose au Liban.

Iran n'hésite plus à déclarer publiquement que sa ligne de défense avancée passe désormais par "le Liban et la Palestine". Dans la pratique, la frontière libano-israélienne est en fait la frontière d'Israël avec l'Iran.

Pour l'Iran, le Hezbollah sert de modèle vivant et fructueux à des révolutions, modèle qui se reflète dans d'autres organisations comme le Hamas, le Jihad islamique et d'autres organisations terroristes palestiniennes, ainsi que des organisations extrémistes chiites en Irak, formées par le Hezbollah libanais. Le Hezbollah est nourri par la montée en puissance et le pouvoir de l'Iran et s'appuie sur ses succès. Les deux parties reconnaissent que la chute de l'un signifierait aussi la disparition de l'autre.

Nous devons arrêter ce jeu ridicule de «cache-cache», abandonner la politique de complaisance qui est un échec et affronter les mollahs avant qu'ils ne gagnent l'hégémonie au Moyen-Orient. Et cela ne signifie pas une invasion armée. Cela signifie soutenir la principale opposition pour renverser la dictature fasciste. Cela veut dire radier l'OMPI et le CNRI de la liste terroriste

des États-Unis. Il s'agit de reconnaître l'importance symbolique et fournir une protection aux courageux résidents du camp d'Achraf.

Cela signifie cesser de parler aux despotes et commencer à écouter le peuple. Soutenir les masses iraniennes dans leurs efforts pour renverser cette tyrannie brutale et corrompue. Soutenir l'OMPI dans ses efforts pour instaurer la démocratie, la liberté, les droits des femmes et les droits de l'homme en Iran. Soutenir Mme Radjavi dans sa campagne pour débarrasser l'Iran des armes nucléaires et libérer son peuple de la peur constante de la torture et de la peine de mort

Il y a aujourd'hui 252 ans - le 25 janvier - naissait notre grand poète écossais Robert Burns. Burns détestait la tyrannie sous toutes ses formes. Permettez-moi de vous lire les deux derniers versets de son célèbre poème de louange au roi Robert le Bruce d'Ecosse. Je pense qu'il peut nous servir de cri de ralliement aujourd'hui:

***De l'oppression et de ses peines
et pour nos fils qu'on enchaîne,
le sang coulant de nos veines,
doit nous affranchir !***

***Renversons l'usurpateur,
Les tyrans, leurs défenseurs !
LIBERTE pour nous c'est l'heure
de vaincre ou de mourir !***



Ruth Wedgwood

Suite de la page 14

physiquement, je ne suis pas assez courageuse et donc je tire mon chapeau à ces milliers de citoyens iraniens qui ont eu le courage de braver la torture, la prison et la mort dans l'intérêt de la démocratie.

Il est vrai parfois que les régimes ont beaucoup de mal à trouver le point d'ébullition. Je ne pense pas qu'en Tunisie, Ben Ali ait réalisé qu'il avait autant d'ennui quand tout a pris des proportions considérables dans la rue, dans la révolution Facebook. Nous avons eu les révolutions de couleur et maintenant nous avons une révolution Facebook. La capacité des gens à communiquer les uns avec les autres à travers des réseaux rapides et simples signifie qu'il est beaucoup plus facile de mobiliser dans la rue et même de huer les forces armées et la police et même de saper qui ils sont et ceux à qui ils doivent être loyaux.

Pour finir, j'approuve John Bolton quand il dit que ce n'est pas simplement un régime tyrannique. Il a des conséquences stratégiques énormes dans le monde. Quand j'étais au Conseil de la politique de défense, on pouvait voir à partir des sources non classées, que les régimes voyous coopéraient tous les uns avec les autres dans le partage de la technologie, des renseignements, que ce soit AQ Khan au Pakistan, ou les gars du nucléaire de la Corée du Nord ou ceux d'Iran. Cela a tout à voir avec la capacité du Liban à survivre, à ramener la Syrie dans le camp occidental et à essayer de rétablir la paix en Palestine. Rien de tout cela ne réussira tant que l'infection virale du régime iranien ne sera pas éradiquée. Mon inquiétude est que cela soit resté aux Etats-Unis un problème irritant. Il est vrai que la classification de terroriste effraye les gens. Cela m'a effrayé aussi, par peur d'être en quelque sorte infectée par des allégations de déloyauté ou d'imprudences et je pense qu'avoir des gens d'une telle envergure à la tribune aujourd'hui, canalisant cette question dans la politique américaine, est crucial. Très peu de personnes ont peur d'être vue avec James Jones ou quelqu'un d'autre à ce panel. Mais la presse américaine n'a pas encore mentionné cela pour le moment et je pense vraiment que cela a besoin d'être diffusé plus généralement dans l'opinion américaine. C'est l'une des très rares questions sur laquelle s'accordent toute la gauche européenne, les conservateurs américains et les démocrates américains.

Dell Dailey

Suite de la page 11

C'est l'erreur la plus grave quant à l'utilisation de la liste des organisations terroristes étrangères. Cela jette un grand discrédit sur les États-Unis pour nos ressources les plus importantes, notre peuple et nos amis et cela fournit une protection aux dirigeants étrangers qui ont juré de nous tuer. Il est juste que le Secrétaire d'État règle ce gros embarras et cette erreur manifestement pénible dès que possible.

En plus de l'Union Européenne et le Royaume Uni qui ont radié l'OMPI de la liste, de nombreux députés et sénateurs américains ont exprimé leur soutien à la révocation. 113 personnes ont signé la résolution 1431 de la Chambre en faveur de cette radiation. Le président de la sous-commission de la Chambre sur le Terrorisme a encouragé cette radiation. Avec le nouveau Congrès installé et prêt à régler les problèmes, cela aussi doit être réglé immédiatement par nos parlementaires et l'action de l'exécutif.

Enfin et surtout, les conditions de la liste « ont changé de manière significative » et réclament la radiation. Ces conditions sont très claires : la montée du pouvoir de l'Iran. S'il y a bien un moment pour reconsidérer cela, c'est maintenant. Tous nos outils de persuasions pour convaincre l'Iran ont échoué. L'Iran a peur de l'OMPI à cause de sa popularité et de sa nature séculière. Il a peur de l'OMPI qui favorise les élections libres et l'état de droit. L'Iran a peur de l'OMPI en raison de la liberté religieuse, de la suppression des armes nucléaires et des armes de destruction massive qu'elle prône. L'Iran a peur de l'OMPI à cause de la liberté d'expression et de la presse. A l'heure actuelle, l'Iran a peur de l'OMPI.

L'Iran est-il une Tunisie possible ? Avec la venue au pouvoir de l'OMPI par un changement démocratique en Iran ? Espérons-le !

Pour finir, c'est avec une grande ironie, beaucoup d'embarras et de confusion internationale que les Etats-Unis et l'Iran sont d'accord pour maintenir l'OMPI parmi les organisations terroristes étrangères. Nous devons la retirer de cette liste terroriste.

Une majorité de sénateurs belges appelle les USA à retirer l'OMPI de la liste noire et à garantir la protection d'Achraf



Le sénateur Dirk Claes présentant la déclaration signée par les sénateurs belges à Maryam Radjavi le 25 janvier à Bruxelles.

Sénateur Dirk Claes

Nous sénateurs avons appelé notre gouvernement à enjoindre le gouvernement américain à suivre l'exemple de l'Europe et à retirer l'OMPI de la liste noire. Nous avons aussi appelé avec vigueur l'ONU à assumer la responsabilité d'Achraf.

Extraits du discours

Il y a quelques années, lorsque nous avons commencé à contester l'inscription de l'OMPI sur la liste noire, en Belgique et en Europe, nous étions très peu. Nous avons eu un travail difficile, dans les parlements nationaux et assurément au Parlement européen. Je me souviens qu'alors M. Stevenson, M. Casaca et M. Quadras étaient les trois hauts responsables politiques courageux qui travaillaient dur au Parlement européen, merci pour tous vos efforts.

En Belgique, nous avons adopté plusieurs résolutions dans les deux Chambres, à la Chambre et au Sénat, pour demander le retrait de l'OMPI de la liste du terrorisme. Et finalement, sous l'excellente direction de Mme Radjavi, la Résistance iranienne a pu voir, sur les décisions de plusieurs tribunaux en Grande-Bretagne et en Europe, le nom de l'OMPI retiré de toutes les listes noires en Europe en 2009. Maintenant, après ces jours difficiles, nous voyons que le soutien international à notre campagne s'étend dans le monde entier et s'accroît de jour en jour.

En Belgique, nous avons récemment reçu le soutien de la majorité des sénateurs de tous les partis politiques pour Achraf, l'OMPI et la troisième voie de Mme Radjavi.



le Sénat de Belgique,

Considérant que 3.500 parlementaires des deux côtés de l'Atlantique ont signé une déclaration en faveur des résidents du Camp d'Achraf en Irak, soulignant l'impératif de fournir et de garantir une protection à ces habitants par les forces de l'ONU et des États-Unis, tout en exprimant leur soutien à la Troisième Voie proposée par la Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, Mme Maryam Radjavi ;

Considérant que le Parlement européen a adopté une résolution le 24 avril 2009 sur le camp d'Achraf en Irak, où résident 3.400 opposants iraniens dont mille femmes, avec le statut de personnes protégées en vertu de la Quatrième Convention de Genève;

Considérant que le mouvement d'opposition iranien les Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) a été retiré des listes noires du Royaume-Uni et de l'Union européenne respectivement en 2008 et 2009 à la suite d'une série de décisions de justice;

- A. Vu que des parents des résidents d'Achraf ont été condamnés à mort par le régime iranien après avoir visité le camp ;
- B. Vu que le gouvernement irakien poursuit son siège inhumain d'Achraf, commencé début 2009, et créé un grave risque de massacre des habitants;
- C. Vu que des restrictions sont imposées à Achraf sous prétexte de l'inscription de l'OMPI sur la liste noire des États-Unis;
- D. Vu que dans son jugement de juillet 2010 en faveur de l'OMPI, la Cour d'appel fédérale du District de Columbia a ordonné au Département d'État de revoir sa décision concernant l'inscription sur la liste noire de l'organisation;

1. Nous appelons le gouvernement de Belgique à:

- Exhorter le gouvernement américain à retirer l'OMPI de sa liste noire;
- Exhorter les États-Unis à garantir la protection d'Achraf et à demander à l'ONU d'établir une équipe de surveillance dans le camp;

2. Nous demandons au Secrétaire général des Nations unies et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) de réaffirmer le statut juridique des résidents d'Achraf comme des personnes protégées en vertu de la Quatrième Convention de Genève, et d'interdire tout déplacement forcé des habitants à l'intérieur de l'Irak ou toute violence contre eux.

Pendaison de deux prisonniers politiques affiliés à l'OMPI



Mohammad Ali Haj-Agha'i
52 ans



Jafar Kazemi
47 ans

Agence de presse du régime iranien, 24 janvier :
Ils sont accusés de s'être rendu au camp d'Achraf, d'être impliqués dans des activités en soutien à l'OMPI, comme coller des messages du dirigeant de l'OMPI, prendre des films et des photos des graffiti sur les murs en soutien à l'OMPI et des manifestations, collecter de l'argent et mener des activités de propagande en soutien au groupe, coller des images de l'OMPI.

Jafar Kazemi, 47 ans, prisonnier politique pendant 11 ans, a été incarcéré de 1982 à 1991. Il a été de nouveau arrêté en août 2009 et maintenu en isolement cellulaire à la section 209 de la prison d'Evine. Il a été soumis à toutes sortes de tortures et de pressions pendant un an et demi pour participer à des mises en scène télévisées ignobles et à un simulacre de procès pour faire des aveux forcés, mais en vain. Il a finalement été condamné à mort avec un dossier vide. Son crime principal était, comme l'a dit le procureur du régime, de s'être rendu à Achraf pour y voir son fils Behrouz, qui y vit.

Mohammad Ali Haj-Agha'i, 52 ans, a passé sept ans dans les prisons du régime. Il a été incarcéré de 1983 à 1988 et à nouveau été arrêté en décembre 2009, durant le soulèvement de l'Achoura, et condamné à mort pour 'moharebeh' (guerre contre Dieu) pour avoir visité Achraf et avoir manifesté.

Mohammad Ali Haj-Agha'i qui était recherché par le régime, avait trouvé refuge au camp d'Achraf en Irak en janvier 2009. A ce moment, les forces

américaines transféraient le contrôle d'Achraf aux forces irakiennes et le comité irakien chargé de la répression d'Achraf dans les services du premier ministre a contraint Hadj-Agha'i à retourner en Iran. Cette question a été débattue de nombreuses fois par les représentants d'Achraf lors de rencontres avec les commandants des forces américaines et irakiennes au cours des trois mois qui ont mené au retour de Hadj Agha'i. Les représentants d'Achraf ont informé le colonel Jones, alors commandant des forces américaines, et le colonel Amir Abdul-Latif, alors commandant irakien, que Hadj-Agha'i et trois autres personnes venues récemment à Achraf depuis l'Iran seraient arrêtés et exécutés s'ils y étaient renvoyés de force.

Malgré tout, les forces irakiennes, sur ordre du comité de répression, en claire violation des conventions internationales sur les réfugiés et du droit humanitaire, ont forcé Hadj-Agha'i et les trois autres à quitter à retourner en Iran le 25 avril 2009 sous le prétexte qu'ils n'avaient pas de présence par le passé à Achraf.

Amnesty International condamne vivement les exécutions

24 janvier 2011

Extraits

Amnesty International a condamné les exécutions de deux militants politiques qui avaient été arrêtés en septembre 2009 durant les protestations de masses ayant suivi l'élection présidentielle controversée.

Jafar Kazemi et Mohammad Ali Haj Agha'i auraient été pendus ce matin à la prison d'Evine de Téhéran. Les deux hommes étaient accusés de Moharebeh (inimitié envers Dieu), "propagande contre le système" et avoir des contacts avec un groupe d'opposition interdit, l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI).

"Nous sommes horrifiés par l'exécution de Jafar Kazemi et Mohammad Ali Haj Agha'i, comme nous sommes horrifiés par le recours continu en Iran de ce châtiment cruel et extrême", a dit Malcolm Smart, le directeur d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Selon des informations, Jafar Kazemi a été torturé pendant des mois par ses interrogateurs à la prison d'Evine pour le forcer à faire des "confessions" télévisées, mais il a refusé de le faire. Avant leur arrestation, ces hommes avaient rendu visite à des membres de leur famille qui vivent au camp d'Achraf en Irak, où vivent en exil 3400 membres et sympathisants de l'OMPI. Le fils de Jafar Kazemi vit au camp, qui est situé à 60 km au nord de Bagdad.



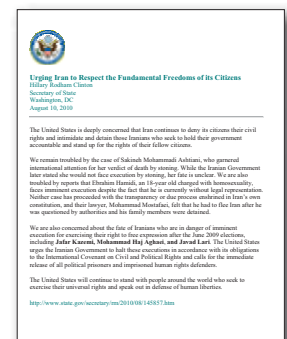
Le ministre britannique des Affaires étrangères pour le Moyen-Orient condamne les exécutions en Iran

"Je condamne l'exécution aujourd'hui en Iran de Jafar Kazemi et Mohammad Ali Haj-Agha'i. Ils avaient été arrêtés durant les troubles postélectorales de 2009 et je suis particulièrement préoccupé par des rapports comme quoi ils ont été exécutés pour des raisons politiques."



La Secrétaire Clinton inquiète

Dans un communiqué le 10 août 2010, la Secrétaire Clinton souligne : "Nous sommes aussi préoccupés par le sort des Iraniens en danger d'exécution imminente pour avoir exercé leur droit à la libre expression après l'élection de juin 2009, notamment Jafar Kazemi, Mohammad Haj Agha'i, et Javad Lari. Les USA appellent le gouvernement iranien à cesser ces exécutions."



Citations tirées des discours de la conférence de Bruxelles

Struan Stevenson :

“Les mollahs pensent pouvoir manipuler l’Occident mais ils ne savent pas comment s’y prendre avec l’OMPI. C’est pourquoi la cible numéro un des mollahs est ce symbole emblématique de la résistance: le camp d’Achraf et ses 3.400 habitants courageux.”

Sénateur Dirk Claes et la déclaration des sénateurs belges

“Nous demandons au Secrétaire général de l’ONU et la MANUI de réaffirmer le statut juridique des résidents d’Achraf comme des personnes protégées en vertu de la 4e Convention de Genève.”

Alejo Vidal-Quadras

“Il existe un mouvement d’opposition bien organisé, puissant et dévoué à l’intérieur du pays. Il est très motivé et prône un programme politique pour l’Iran que chacun de nous devrait signer sur le champ. Il a également la chance de posséder une dirigeante forte, qui nous inspire, que nous connaissons et en qui nous avons pleinement confiance. Nous devons soutenir Maryam Radjavi et le CNRI.”

Michael Mukasey

“L’OMPI est une organisation islamique modérée, qui s’est engagée à créer un Iran laïc, démocratique, exempté d’armes nucléaires. Et pourtant, au lieu d’aider et d’encourager l’OMPI, les États-Unis ont inscrit l’OMPI comme une organisation terroriste étrangère et, ce faisant, apporte une aide et une couverture au régime iranien en matière d’exécutions. Il est important que la classification soit supprimée au plus vite, avant que l’Iran n’épuise les résidents d’Achraf.”

Général James Jones

“Trois hommes exécutés dont le seul crime était la passion d’être libres, d’être avec leur famille et de rendre visite à leurs proches au camp d’Achraf. Il faut reconnaître et relancer l’inquiétude légitime des habitants du camp d’Achraf, et les promesses irakiennes de sûreté et de sécurité faites aux États-Unis.”

Bill Richardson

“Il est logique de radier l’OMPI de la liste des organisations terroristes. Nous devons trouver une solution pour éviter une crise humanitaire au camp d’Achraf.”

John Bolton

“La politique déclarée et non équivoque des États-Unis devrait être le renversement du régime de

Téhéran. Il a été démontré que lorsque l’OMPI a été ajoutée à la liste des organisations terroristes étrangères sous l’administration Clinton, elle a été ajoutée selon l’avis très ferme que cela rendrait les dirigeants de Téhéran plus disposés à l’égard de la politique de l’administration Clinton, plus favorable à un rapprochement. Si tel était le calcul, il a clairement échoué.”

Dell Dailey

“Ma première préoccupation porte sur les conditions humanitaires à Achraf. Le gouvernement irakien poursuit les raids inadmissibles sur le camp d’Achraf parce que les États-Unis ont identifié les occupants comme des terroristes. C’est une politique étrangère aussi mauvaise qu’incohérente! Il est juste que la Secrétaire d’État règle ce gros embarras et cette erreur manifestement pénible dès que possible.”

Irene Khan

“Il incombe maintenant aux Etats membres de l’ONU, et en particulier à l’Irak et aux Etats-Unis, de permettre à l’ONU d’établir une présence là-bas [Achraf] pour y être. La communauté internationale doit demander des comptes au gouvernement irakien.”

Ruth Wedgwood

“La demande de protection des Achrafiens est donc évidemment bien fondée sur le droit comme sur la moralité. Les Nations Unies devraient faire entendre davantage leur voix. La MANUI nécessite une présence au camp de 24/24 heures, 7/7 jours. La présence d’un avant-poste militaire américain est nécessaire.”

Jan Zahradil

“Avant la Seconde Guerre mondiale, mon pays a été vendu de facto à l’Allemagne nazie par ceux qui voulaient apaiser les forces du mal plutôt que de les combattre. Nous savons tous que l’apaisement ne mène nulle part quand il s’agit de combattre ces forces qu’on appelle du mal.”

Juan Garcés

“Ce qui sévit à Achraf, est une expérience de torture mentale. Il n’y pas eu de recours à la violence pour faire face à cette torture. Par contre ils ont demandé qu’est-ce que le droit pourrait faire pour soulager et mettre fin à cette souffrance ”

Paulo Casaca

“Nous devons protéger les membres de l’OMPI à Achraf, nous devons les protéger contre la torture en vigueur et nous devons le faire sur le champ.”